2,50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2,80 DH

Combat
SOCIALISTE

N° 38
VENDREDI 17 AVRIL 1981

Alain Bombard
et Haroun Tazieff :

Regardons en avant avec Mitterrand

(PAGE 3)

Michel Rocard

LA GAUCHE ET LE NOUVEAU ROLE DE L'ETAT

(PAGE 4)

Dossier

Se mettre à son compte : quels mécomptes !

Barre exhortait les chômeurs à créer leur propre entreprise. Un an plus tard, bien peu ont réussi.

(PAGES 6 et 7)

Hold-up place des Ternes, à Paris

LES FLICS AUSSI MEURENT AU TRAVAIL

Le jeune policier abattu par les gangsters en fuite était titulaire depuis un mois.

(PAGE 11)

Au tournoi de tennis de Monte-Carlo

Les prétendants ont valsé

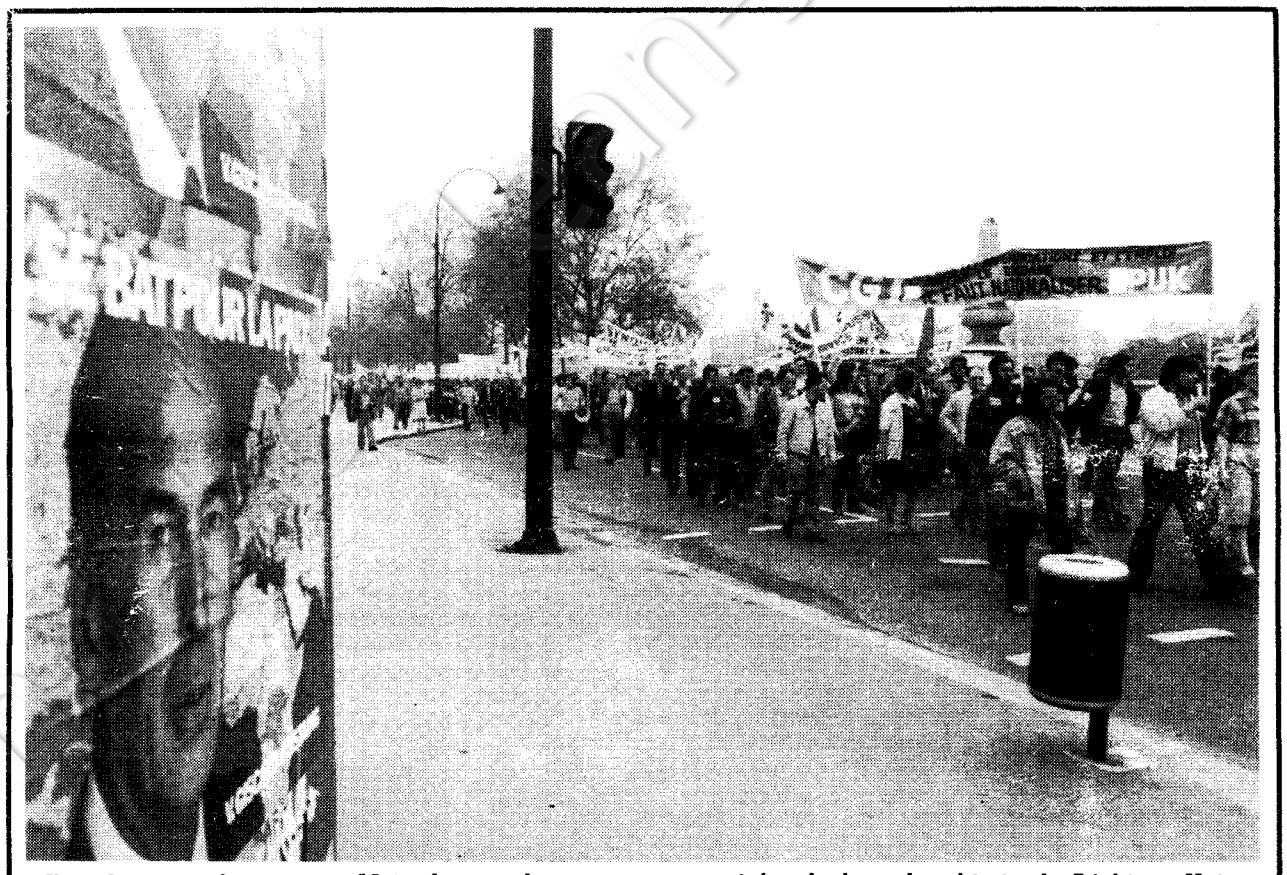
Pecci, le tombeur de Borg, éliminé à son tour.

(PAGE 12)

Le record à nouveau battu en mars :

GISCARD, MEDAILLE D'OR DU CHOMAGE: + 276 % EN SEPT ANS

(PAGE 5)



« Il se bat pour la paix... » Mais il ne se bat pas pour empêcher la branche chimie de Péchiney-Ugine-Kuhlmann, d'être vendue à la société américaine Occidental Petroleum. Pour défendre les dix-huit mille emplois qui sont menacés, les travailleurs de PUK ont défilé mercredi en réclamant la nationalisation du groupe. **(Voir nos informations page 5)**
(Photo Frédéric Pitchal)

Mitterrand en tête

IL y a les sondages... Il ne faut pas leur demander plus qu'ils ne proposent : une photographie, plus ou moins déformée, de l'état de l'opinion à un moment donné. L'habituelle marge d'erreur et les écarts constatés entre les résultats donnés par les divers instituts obligent à une grande prudence d'interprétation. Ce ne sont pas les chiffres eux-mêmes qu'il faut voir, mais la tendance. Et, là, tous les instituts se retrouvent pour constater : Giscard baisse...

Cette dégringolade, commencée en janvier, s'expliquait, selon les proches de Giscard, par le fait que le président sortant n'avait pas encore fait acte de candidature. Mais cette candidature annoncée, la baisse s'est poursuivie. On se rassura chez les giscardiens : tout s'arrangerait quand le candidat se lancerait effectivement dans la campagne. Il y est maintenant, et jusqu'au cou. Rien n'y fait, la chute continue.

S'il n'y avait que les sondages... Mais il y a aussi les comités de soutien, que les giscardiens ont eu le plus grand mal à mettre en place et qui se montrent d'une mollesse extrême. Et les meetings, pour lesquels on multiplie les invitations sans parvenir à rassembler les foules attendues par Giscard.

L'entourage même, y compris ces ministres qu'on avait « démissionnés » pour qu'ils se consacrent entièrement à la propagande de Giscard, patine dans une semoule épaisse et sombre dans un complet anonymat.

Rue de Marignan, à l'annexe électorale de l'Elysée, on se fait un sang d'encre. On avait, jusqu'à maintenant, confiance dans le prestidigitateur : Giscard a toujours su, au moment opportun, tirer de son chapeau un super-gadget. Il a lancé, idée de dernière heure, un plan d'emplois pour les jeunes ; cela ne lui a rapporté que des sourires goguenards. Il est venu avec son emprunt franco-allemand qui aurait dû soulever d'enthousiasme les petits patrons en quête de crédits. Nouveau flop !

Rien ne marche, décidément. Est-ce étonnant ? Non point, car Giscard, face à l'adversité, se révèle enfin tel qu'il est : faible, indécis, incapable d'affronter les obstacles, et habile, seulement, à paraître et à discourir. Comme le spectacle ne passe plus à côté des réalités (le record du chômage a de nouveau été battu en mars), le charme s'effrite, et la démagogie la plus expérimentée ne suffit plus à redresser l'image de marque.

Ce réveil de l'opinion est salutaire. Il rend probable la victoire de François Mitterrand. Celle-ci, cependant, n'est pas acquise, et il y aurait grand danger à la considérer comme telle. Il faut, jusqu'au bout, parler, convaincre, argumenter. Un objectif peut maintenant être atteint : placer François Mitterrand en tête de tous les candidats au premier tour. Ce sera la meilleure assurance pour la victoire le 10 mai.

Claude GAULT

VU DES VOSGES

Une pierre dans le jardin

J. B. travaille depuis des années dans l'entreprise qui fait vivre la plupart des ouvriers et ouvrières de la vallée. Comme il est courageux, il assure depuis dix-huit ans (en plus de sa « faction » à l'usine) l'entretien d'un grand jardin. Pour ce travail il est, bien sûr, déclaré à la sécurité sociale qui n'a jamais « tiqué » sur ce « cumul » caractérisé.

Oui, mais voilà : la grande usine fait des compressions de personnel. Licencié à cinquante-cinq ans, J. B. ressent durement le choc mais se console en accomplissant avec amour son travail de jardinier. Après son licenciement, J. B. est « mis aux Assedic ». Quelques semaines se sont à peine écoulées qu'il est « dénoncé » par un voisin « bienveillant » et sommé d'abandonner sur le champ ses activités de jardinier.

Cette fois, J. B. en a les larmes aux yeux. Quitter son emploi à l'usine, quitter aussi ce jardin qu'il entretenait avec amour depuis dix-huit ans, être dénoncé par un voisin, voir sa femme s'en aller chaque matin au travail tandis que, lui, doit demeurer inactif à la maison, tout cela est trop dur vraiment. Et c'est avec un sourire amer qu'il m'a, l'autre jour, annoncé la nouvelle...

« Ce qu'il y a de pire, vois-tu, c'est que, trois jours après mon départ, il y a de nouveau quelqu'un pour s'occuper de « mon » jardin. Oui, P. N., qui travaillait avec moi à l'usine, a pris, en plus de ses heures de « faction », mon travail au jardin. Et on ne lui dit rien. Parce qu'il travaille alors que, moi, je crève de ne rien faire ? Il a droit au cumul, lui. Moi pas. Tu comprends ça, toi ? »

Non, je ne comprends pas. Et chaque fois que je rencontre J. B. qui ronge son frein en« fignolant » son petit jardin personnel ou P. N., qui ses heures à l'usine terminées, râtisse le jardin de ma voisine, je n'arrive pas à « accepter ». Le cumul, deux poids, deux mesures ? Cela vous paraît juste, à vous ?

Marie SIMONE

Ne pas confondre...

Nous avons publié hier, dans cette même page, une lettre d'Etienne Chovet, adjoint au maire de Saint-Etienne, à propos des impôts locaux dans cette ville.

Cette lettre a malencontreusement été titrée : « Les impôts à Villeurbanne » *alors qu'il s'agissait, le lecteur l'aura constaté par la signature, de Saint-Etienne. Que les élus de Saint-Etienne et de Villeurbanne veuillent bien, tout comme nos lecteurs, nous pardonner cette erreur.*

Le mot juste

La citation de François Mitterrand dans le numéro 34, au bas de l'article « A Brest », ne paraît pas être celle prononcée par notre candidat. François Mitterrand a dit : *« Je suis un homme libre et je n'ai de comptes à rendre qu'aux électeurs »* et non *« ...et je n'ai de comptes à rendre à personne... »*

Claude DUBOIS (Côte-d'Or)

Météo



Frais et nuageux

Jeudi : temps nuageux avec éclaircies devenant plus frais sur la moitié nord du pays. Quelques ondées sur le Centre et les pays de la Loire. Orages en fin de journée sur le Sud-Ouest.

Vendredi : Des pluies dans le bassin méditerranéen et la Corse. Persistance du temps plus frais et nuageux accompagné de belles éclaircies.

Notre bon choix de marins

Depuis plus de dix ans, nous assistons au déclin de la marine marchande française, dans l'indifférence et la résignation des sphères gouvernementales. Actuellement, celle-ci n'est même plus en mesure de transporter les 40 % du fret de notre commerce extérieur qui revient à notre pavillon, et il arrive fréquemment qu'aucun navire français ne figure dans les trafics hebdomadaires des ports (voir *le Marin*). Par exemple :

— Rouen, 1re semaine de février, treize navires étrangers, aucun français.

— Nantes : semaine du 2 au 9 janvier, vingt-deux navires étrangers, deux français.

— Caen : semaine du 13 au 20 février, neuf navires étrangers, aucun français.

Parmi ces navires étrangers, beaucoup de navires grecs et sous pavillon de complaisance.

Cela est très significatif, et nous connaissons trop bien les causes et les conséquences de cette situation. Nous savons aussi que la concurrence étrangère et celle des pavillons de complaisance ne sont pas seules en cause. Il y a aussi la démission des armements français, qui reconvertissent leurs capitaux dans d'autres activités ou transfèrent leurs navires, souvent construits avec l'aide des contribuables, sous pavillon étranger, sans doute avec la bénédiction de Raymond Barre (leur souci primordial étant d'échapper aux taxes et impôts liés au pavillon français et non d'éviter les charges sociales). Les marins de la marine marchande et les marins pêcheurs français sont aussi les sacrifiés du Marché commun.

Cette situation, qui est aussi une affaire d'Etat, quoi qu'en dise le « grand économiste », engendre des conséquences désastreuses, dont une réduction massive du nombre des marins actifs, qui vient s'ajouter à celle provoquée par l'automatisation des navires. Cette hémorragie conduit à un déséquilibre entre les versements des marins actifs et des armements à la caisse de retraite et ce que perçoivent les retraités.

Nos ministres nous disent : *« On ne peut pas augmenter vos retraites comme elles devraient l'être, vu cette situation. Vous êtes trop nombreux ! »* Ils n'ont pas osé ajouter : *« Vous devriez mourir plus tôt ! »* Ils disent aussi : *« Il faudra bien que les marins français s'adaptent à la mobilité de l'emploi et se fassent à l'idée d'aller naviguer à l'étranger. »* Ce qui ferait encore moins de rentrées dans les caisses...

Faut-il encore parler du rapport Dufour ? Deux ans d'attente pour confirmer une évidence, en l'occurrence le décalage entre salaires réels et salaires forfaitaires et l'incidence sur nos pensions. Faut-il ajouter que le geste du gouvernement (augmentation de 4 %, peut-être de 6% pour les plus défavorisés) n'empêchera pas qu'une partie des veuves de marins soit secourue par le Fonds national de solidarité à soixante-cinq ans ? Vous savez que le ministre des Transports n'a pas cru bon de réserver une place au président de la Fédération des pensionnés de la marine marchande et de la pêche autour de la table ronde réunie à Paris sur les problèmes, des pensions et du régime social des marins.

Nous n'allons pas accepter cela sans réagir puisque nous allons avoir l'occasion de rappeler au pouvoir que nous existons. Le 26 avril et le 10 mai, ne manquons pas de faire, nous aussi, notre bon choix. Il se pourrait que notre bulletin de vote soit notre recours le plus efficace. Faisons donc savoir à M. Giscard et à M. Barre que la solidarité des gens de mer, dont on parle souvent en évoquant les drames et les événements de mer, existe aussi à terre.

Marcel DURAND
Officier mécanicien (Côtes-du-Nord)

Des chrétiens prennent position

Il n'est pas courant que des chrétiens s'expriment publiquement à l'approche des élections.

Si nous estimons nécessaire de le faire, aujourd'hui, c'est que la plupart des chrétiens de France votent encore pour la majorité, qu'elle soit conservatrice ou libérale.

Cette attitude est-elle conforme à l'Evangile qui nous fait vivre ?

Jésus-Christ, dont nous nous réclamons, a opté clairement pour les pauvres contre les riches, pour les petits contre les puissants, pour le partage du pain contre l'argent.

Le septennat qui s'achève offre à nos yeux un bilan négatif. Contrairement aux mensonges d'une information tout entière ou presque entre les mains des puissants et des nantis, ces années n'ont pas été bénéfiques pour la plupart des Français :

— Le nombre des chômeurs est passé de 450 000 à 1 600 000 (actuellement : plus un toutes les trois minutes) ;

— Les inégalités se sont aggravées (un salarié sur quatre gagne moins de 2 800 francs par mois).

Ce septennat, qui a voulu commencer sous le régime de la réforme, de l'ouverture sociale, du renouveau s'est rapidement placé sous celui du conservatisme, du libéralisme économique, de la promotion des élites.

Il fut un temps, après la Libération, où les militants chrétiens voulaient un *« mouvement populaire qui fasse confiance au peuple et pas seulement à une élite coupée de la masse, une économie dirigée par un Etat libéré des puissances d'argent »*.

La plupart de ceux qui ont toujours cette conviction, et nous en sommes, entend la mettre en œuvre avec la gauche.

Oui, nous voterons à gauche :

— Parce que, face à la désespérance des chômeurs, nous proclamons qu'un travailleur vaut plus que tout l'or du monde ;

— Parce que nous voulons un Etat qui reconnaisse dans les faits l'égalité de tous les hommes en droit et en dignité, et cela, en France et dans le monde, dans les pays du tiers monde en particulier ;

— Parce que nous voulons un Etat qui refuse de s'en remettre à la seule recherche de profit des multinatinales pour organiser l'économie du monde.

Nous voulons un président :

— Qui conduise une politique de respect de tous, y compris des pauvres et des minorités, des prisonniers et des immigrés, des malades et des vieillards ;

— Qui ouvre les chemins de l'espérance à une jeunesse souvent désabusée ;

— Qui affirme clairement son opposition à la peine de mort, suprême mépris de l'homme ;

— Qui refuse une information déformée et aliénante ;

— Qui assure à tous le pain, le logement, la culture et le travail ;

— Qui rende possible l'exercice de la liberté ;

— Qui engage un débat public sur les ventes d'armes et le nucléaire ;

— Qui prenne en compte l'insupportable misère du tiers monde.

Nous savons que la victoire de la gauche ne permettra pas d'atteindre immédiatement ces objectifs. Nous travaillerons avec les nouveaux élus pour que la voix des pauvres soit écoutée et respectée.

Des chrétiens (Pontoise)

• NB. : Cette lettre a été diffusée localement par ce groupe de catholiques et de protestants le 12 avril, et le sera de nouveau le 19 avril.

Et les enfants ?

Dans le *Combat socialiste* du jeudi 9 avril, Maurice Chavardès a écrit un bel article sur Montségur.

J'ai été d'autant plus sensible à ce billet que, le matin même, j'étais monté avec l'aîné de mes enfants (huit ans) au sommet de ce piton, « où se dressent, mutilés mais encore solides et accusateurs, les murs du château ».

Là où je suis moins d'accord avec Maurice Chavardès, c'est lorsqu'il parle, quelques lignes plus loin, des *« excursionnistes à gosses, à chiens, à caméras, litrons et saucissons »*.

Mettre les enfants sur le même plan que des chiens et des papiers gras, le socialiste et parfois « excursionniste à gosses » que je suis ne peut l'admettre.

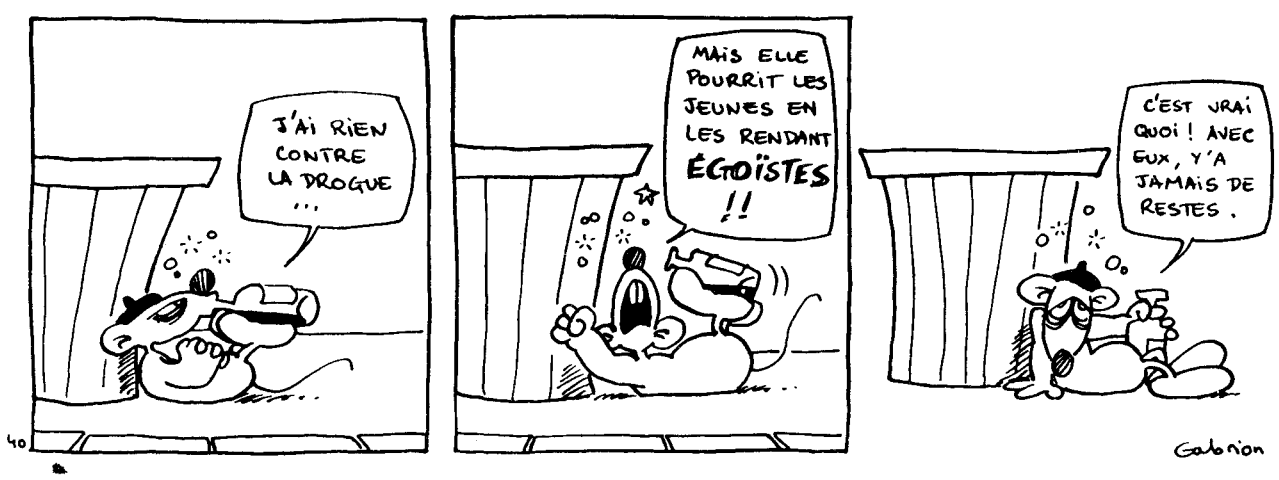
Et, puisqu'on parle des enfants, il nous a souvent semblé, à ma femme et à moi, que, même dans un parti qui se veut autogestionnaire, les enfants étaient ignorés.

Combien de réunions, de journées d'études, de congrès, de conventions et autres où il n'est pas prévu de garderie ou d'activités pour les enfants !

Ainsi, beaucoup de parents militants passent une partie de leur temps de loisir à essayer d'inventer une société plus heureuse et plus juste alors que, à côté d'eux, leurs propres enfants souffrent de cette absence et de ces soirées où « papa et maman ne sont pas là ».

Jacques MAIRE (Gironde)

Rat-le-bol



Alain BOMBARD, Haroun TAZIEFF et François MITTERRAND à TF1 et A2

Nous sommes les gestionnaires de la terre, pas ses propriétaires

« L'écologie n'est pas de revenir en arrière, c'est de regarder en avant », a déclaré, mercredi soir, Alain Bombard dans le cadre de la campagne officielle. C'est dans cette optique que l'océanologue ainsi que Haroun Tazieff et François Mitterrand ont défini les propositions socialistes pour retrouver le respect des équilibres naturels tout en assurant notre indépendance énergétique. Une pierre a été posée mercredi soir dans le jardin des «écologistes apolitiques », et ces derniers ne peuvent contourner les trois points mis en lumière.

C'était la première fois qu'Alain Bombard s'exprimait à la télévision depuis qu'il s'est engagé aux côtés des socialistes ; c'était aussi la première fois qu'Haroun Tazieff pouvait parler depuis qu'il a dénoncé les opérations politiciennes autour du volcan de la Soufrière. Cela est significatif. Si Giscard d'Estaing était par malheur réélu, des écologistes aussi prestigieux que ceux-là seraient de nouveau condamnés au silence pendant sept ans.

Six groupes écologistes ont demandé à Haroun Tazieff d'être leur candidat à l'élection présidentielle. Celui-ci a préféré soutenir François Mitterrand et un parti capable de prendre le pouvoir. Ce n'est pas en se promenant en vélo dans les rues de Paris que l'on pourra faire avancer l'écologie, c'est en orientant toutes les données économiques qui font une politique.

Non au tout nucléaire. Economie de l'énergie. Vivre autrement. Les socialistes ont une politique précise et poussée dans ces domaines. Ils ne le disent peut-être pas assez, ils ont tant d'autres attentes à satisfaire... C'est ce qui les différencie de ceux qui clament à tue-tête des propositions similaires, qu'ils affirment d'autant plus révolutionnaires qu'ils n'ont rien d'autre à dire.

J. B.

Alain Bombard : Nous les écologistes, nous voulons vous dire ce qui se prépare et doit être évité, et ce qui, en revanche, devrait être fait sans retard. On prépare à Saint-Priest-la-Prugne une nouvelle poubelle nucléaire. Un véritable château d'eau qui va irriguer le bassin de la Loire, de l'Allier, les eaux de Vichy, de la Bourboule, etc.

Alors que dans le monde entier on cherche des endroits où il n'y a pas de circulation d'eau pour mettre les déchets nucléaires !

Haroun Tazieff : Il y a aussi ce qui n'a pas été fait et ce qui n'est pas fait, volontairement, pour des raisons encore assez obscures de profits : des profits honteux, colossaux, dans le domaine de la sécurité de la population. Rappelons la sécurité non assurée des populations de la Guadeloupe et de la Martinique, menacées par les éruptions (...).

Mais en France métropolitaine même, menacée de tremblements de terre destructeurs (...), les dispositions ne sont pas prises. Donc je crie au gouvernement depuis exactement vingt et un ans : « *Prenez les précautions. Elles existent, c'est tout à fait faisable* ».

Les Japonais, les Chinois et maintenant les Yougoslaves les appliquent (...). *Pourquoi ne le fait-on pas* en France (...) au lieu de construire (...) des immeubles qui, comme à El Asnam (...), s'écrouleront lors d'une secousse majeure et tueront des personnes par milliers ?

L'autre aspect de la protection de la population (.), c'est l'écologisme. Pendant l'année 1980, six groupes écologistes m'ont demandé d'être leur représentant lors de ces élections présidentielles ; mais j'ai refusé à six reprises. Pourquoi ? Tout simplement parce que, dans le cadre de la Ve République, les petits groupes politiques n'ont rigoureusement aucun pouvoir (...).

Or, les deux grands partis de la majorité actuelle, au pouvoir depuis vingt-trois ans, n'ont fait qu'une chose : c'est laisser la pollution croître d'une façon démentielle, laisser les industries polluer comme elles le voulaient. Ils n'ont rien fait contre. Dans l'opposition, le Parti communiste est à fond, de façon incompréhensible, pour le tout nucléaire qui ne profite qu'aux grandes multinationales. Je n'ai pas encore compris sa position. Mais, étant pour le tout nucléaire, il est pour la pollution, pour un certain type de pollution. Et le seul grand parti qui ait pris position pour la défense de l'environnement, c'est le Parti socialiste. C'est une des raisons pour lesquelles je suis avec lui.



Un dialogue d'écologistes passionnés et passionnants.

François Mitterrand : Je voudrais maintenant, puisque l'on parle d'énergie, dire que l'une de mes préoccupations essentielles, c'est de pouvoir assurer à la France son indépendance énergétique. La France doit être indépendante, et l'un des moyens de son indépendance, ce n'est pas simplement la diplomatie, les armées ou la détention des industries de pointe, c'est aussi de pouvoir s'approvisionner en moyens d'énergie (...) et, de ce point de vue, je suis, c'est vrai, en contradiction avec toute la politique de M. Giscard d'Estaing (...).

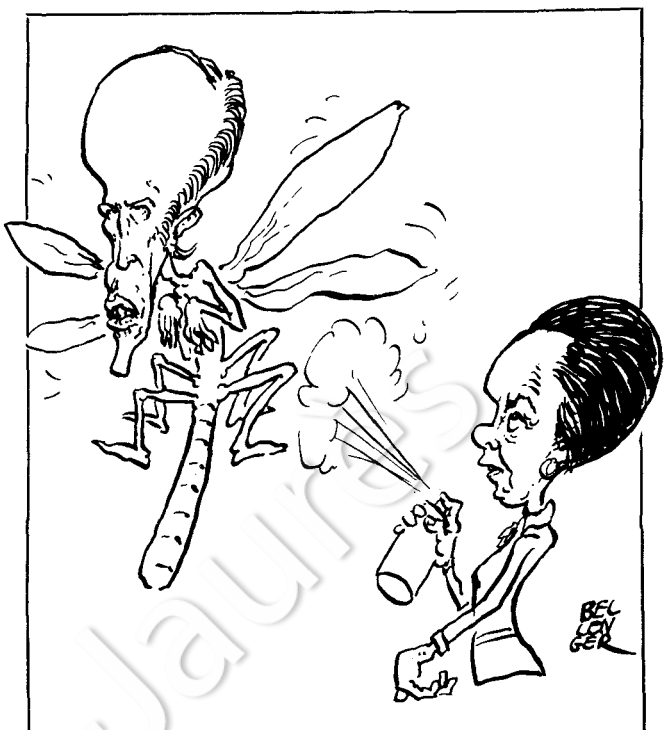
En effet, je ne suis pas favorable à la politique du tout nucléaire pour une raison simple, qui est la nécessaire diversification de nos sources d'énergie. Il ne faut pas mettre « nos œufs dans le même panier ». D'abord, les énergies dites « anciennes » ou nationales, et je pense au charbon. Je pense (...) qu'il serait possible d'en produire, en 1990, 30 millions de tonnes au lieu de 19 aujourd'hui, à la condition de réalimenter les puits (je pense à des régions comme celles du Nord-Pas-de-Calais, de la Lorraine, des Cévennes, d'autres encore)... Trente millions de tonnes de charbon, très bien. Mais *ce n'est pas* assez pour l'indépendance de la France. Les énergies nouvelles ne sont pas polluantes et sont toujours riches d'elles-mêmes. (...)

Mais qu'allons-nous faire du nucléaire ? Si je récuse le tout nucléaire, je ne récuse pas l'invention de l'homme qui s'est rendu maître de l'atome (...). Simplement, je ne veux pas que le nucléaire représente une trop grande part (...). On n'a pas réglé de façon satisfaisante l'ensemble des questions posées sur le plan de la santé publique, sur le plan de la sécurité et d'autres questions encore.

Quatrième source d'énergie : celle que l'on appelle les économies d'énergie (...). Elles peuvent multiplier les emplois beaucoup plus que le nucléaire, il suffit de s'équiper pour cela.

Voilà ce que je voulais vous dire pour bien marquer que ma volonté est d'assurer l'indépendance de notre pays dans un domaine aussi essentiel, mais à la condition de protéger l'équilibre du pays, la santé des Français (...). J'entends, pendant le temps du septennat prochain, faire avancer les choses de telle sorte que les populations seront informées, que le dialogue s'instaurera, que, dis-je encore, nous apporterons la réponse tous ensemble.

De gauche... ...à droite



Le président libellule

Dans le cadre de la campagne officielle à la télévision, mercredi 15 avril, Marie-France Garaud a développé sa conception de la politique étrangère. Elle a formulé de vives critiques à l'égard de l'action menée dans ce domaine par Valéry Giscard d'Estaing, estimant qu'elle avait conduit à l'« *abaissement de la France* ».

Paraphrasant le général de Gaulle, elle a notamment déclaré : « *Les Etats sont des monstres froids. Giscard d'Estaing me fait parfois l'effet d'une libellule qui voudrait séduire des monstres froids.* »

Violentes manifestations contre Giscard à Marseille

De nombreux incidents ont marqué, mercredi soir à Marseille, le meeting que le président sortant y tenait. Avant son arrivée, en effet, deux engins fumigènes ont été lancés dans la salle. Le groupe Pascal Paoli, un mouvement corse de tendance autonomiste, a revendiqué cette action, lançant un « *Attention demain !* » peu amène à celui qui doit se rendre jeudi dans l'île.

De son côté, Richard Martin, directeur d'un théâtre marseillais, s'est enchaîné à un pylone sur lequel étaient installés des projecteurs, pour protester contre le manque de subventions dont souffre son établissement. Aussitôt emmené par le service d'ordre, et violemment frappé, il a dû être hospitalisé et mis en observation.

Enfin, toute la soirée, 300 motards ont sillonnés les rues de la ville pour manifester contre la vignette. Selon l'un d'eux, les CRS les ont empêchés, à coups de grenades lacrymogènes, de se rendre près du lieu de la réunion, où ils souhaitaient rencontrer un responsable de la campagne de Giscard pour lui exposer leurs problèmes.

Spécial P.S.

RÉUNIONS PUBLIQUES

• *Vendredi 17 avril.* — ***Nogaro,*** puis ***Pau*** (21 h 30) : François Mitterrand ; ***Charolles :*** Pierre Joxe ; ***Laval :*** Pierre Bérégovoy ; ***Montpellier,*** puis ***Lunel :*** Véronique Neiertz ; ***Annecy :*** Louis Mermaz ; ***Tulle :*** Lucien Delmas ; ***Aigarande :*** André Laignel ; ***Montluçon :*** Claude Germon ; ***Vesoul :*** Michel Coffineau ; ***Pamiers :*** Annette Chépy; ***Ornans*** (12 h), ***Pontarlier*** (14 h 30), puis ***Audincourt*** (17 h) : Michel Rocard ; ***Chauriat*** (17 h), ***Vertaison*** (18 h 30), puis ***Saint-Dier-d'Auvergne :*** Maurice Pourchon ; ***Anse (69) :*** Charles Hernu ; ***La Valette :*** Yvette Roudy ; ***Evian :*** Louis Mexandeau ; ***Saint-Jean-de-Bournay :*** Christian Nucci ; ***Craponne :*** Louis Eyraud ; ***La Chaise-Dieu :*** André Billardon ; ***Arcachon :*** Louis Le Pensec.

• *Samedi 18 avril.* — ***Vieux-Boucau :*** François Mitterrand visitera un village de vacances, **Le Port d'Albret ; *Pruniers :*** André Laignel ; ***Pointe-à-Pitre :*** Pierre Mauroy ; ***Heyrieux*** (18 h), puis ***Saint-Quentin-Fallourei*** (21 h) : Louis Mermaz ; ***Laval :*** Alain Busnel ; ***Virieu-sur-Bourbe :*** Christian Nucci.

POINTS FORTS

Exercer notre pouvoir de citoyen

par Michel ROCARD*

IL est assez curieux de constater combien, dans notre histoire récente, un certain nombre de valeurs fondamentales ont été tantôt le privilège de la droite, tantôt l'apanage de la gauche. Ainsi, pendant près d'un siècle, la défense de l'armée a été un des combats essentiels de la gauche, héritière en cela des soldats de l'an II et des communards qui avaient assumé seuls le devoir de défense nationale contre la capitulation de la bourgeoisie versaillaise.

L'affaire Dreyfus et le basculement de la hiérarchie militaire du côté de l'injustice devaient consacrer une rupture qui avait commencé bien avant, quand en juin 1848 les troupes de Cavaignac avaient écrasé dans le sang la révolution populaire. La naissance du mouvement ouvrier, organisé à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, s'accompagna d'une solide dose d'antimilitarisme. Il fallut en fait la Seconde Guerre mondiale et la Résistance pour sceller les retrouvailles de la gauche et de la volonté de défense nationale.

Réconciliation

A l'inverse, la défense des régions et des pouvoirs locaux fut pendant deux siècles une des raisons d'être de la droite, nostalgique des provinces royales et soucieuse d'appuyer son influence sur le réseau de notables que constituaient les propriétaires terriens et les prêtres. 1789 avait marqué la conquête du pouvoir d'Etat par les forces de progrès, et on ne pouvait se prétendre de gauche, alors, sans être un défenseur intransigeant du centralisme jacobin. Ce n'est que très récemment, et en fait au début de la Ve République, que la gauche s'est réconciliée avec la décentralisation et le pouvoir régional.

Une des particularités de cette campagne présidentielle, c'est que cette fois-ci, *à droite comme à gauche,* on affirme se méfier de l'étatisme et de la bureaucratie. Je crois qu'il est important de montrer que ce n'est pas, tant s'en faut, une démarche identique, et de ne pas en laisser le monopole à la droite poujadiste qu'incarne M. Chirac.

Aujourd'hui, n'en déplaise aux chantres du libéralisme, l'Etat est omniprésent dans ses interventions. Ce que je plaide, c'est qu'il intervient à la fois trop et mal. Trop, *c'est-à-dire en* étendant sa juridiction sur bien des domaines qui pourraient être mieux pris en charge par les collectivités locales et régionales, pourvu qu'elles en aient la compétence et les moyens. Mal, c'est-à-dire en correction d'erreurs ou d'inégalités, au lieu que ce soit en anticipation, c'est-à-dire par la planification.

La gauche entend, il est vrai, renforcer le pouvoir de l'Etat, par l'extension du secteur public et le Plan, mais veut, en même temps, réduire son champ d'intervention par la régionalisation et l'extension des droits des travailleurs dans l'entreprise : l'Etat doit être plus puissant et plus efficace pour ce qui relève de son autorité, mais ce qui relève de son autorité doit être réduit afin de rendre le pouvoir aux citoyens.



(Photo Pascal Lebrun)

Giscard d'Estaing affirmait, lors de sa déclaration de candidature, rendre intact aux Français le pouvoir qu'ils lui avaient confié. C'est bien beau de nous rendre, pour deux dimanches de printemps, un pouvoir confisqué sept années durant. Ce que nous voulons retrouver, avec François Mitterrand, c'est l'exercice de notre pouvoir de citoyen et de travailleur, chaque jour pendant sept ans.

* *Membre du bureau exécutif du PS.*

UNE CONFERENCE DE PRESSE DE CHARLES HERNU

«La défense doit reposer sur la résolution de tous les Français»

Au cours d'une conférence de presse tenue dans les locaux de l'Assemblée nationale, Charles Hernu, conseiller de François Mitterrand en matière de Défense nationale, a précisé quelques positions du Parti socialiste en ce qui concerne la politique de défense.

«*LE principe essentiel,* a-t-il déclaré, *c'est l'indépendance nationale. C'est un espace de liberté de plus à conquérir. Nous ne voulons pas être entraînés dans un conflit où un gouvernement français ne serait pas maître de ses décisions. L'autonomie de notre décision doit être garantie.* »

Il n'est pas plus question de réintégrer l'OTAN que de quitter l'Alliance atlantique. Ce que François Mitterrand demande c'est que soit rediscuté le contenu de l'Alliance, sans pour autant la remettre fondamentalement en cause. »

Atlantisation

A propos de la stratégie de dissuasion nucléaire, Charles Hernu est tout aussi net : « *c'est la seule qui puisse être actuellement de nature à éloigner les dangers de conflit mais il ne faut pas pour autant négliger nos forces conventionnelles. La défense doit reposer sur la résolution de tous les Français. La mémoire est révolutionnaire, affirme François Mitterrand. Les enfants doivent apprendre l'histoire de la patrie. On ne peut nous contester ce patriotisme-là.* »

Le Parti socialiste veut que l'on poursuive la modernisation des forces stratégiques tactiques, « *mais la priorité doit être accordée à notre force océane stratégique. Il faudra au moins deux sous-marins de plus que les six actuellement prévus, et cela dans le temps d'un septennat.* »

Charles Hernu a par ailleurs évoqué les retards apportés dans l'exécution de la loi de programme 1976-1982, retards qui atteignent, pour les livraisons de matériels neufs, deux ans en moyenne pour la marine dont le tonnage diminue, trois ans pour l'armée de terre et deux ans pour le nouvel avion français.

En arrivant au pouvoir Giscard d'Estaing a trouvé en place toute la force stratégique existante. Ce n'est qu'à la force nucléaire tactique qu'il a ajouté quelque chose. En fait « *il visait la défense de l'espace européen, la bataille de l'avant. Il a surtout accentué l'atlantisation.* » Et le général américain Rogers, à Bruxelles, pouvait en mars dernier le féliciter en affirmant qu'il était assuré de voir les forces françaises se battre hors de leurs frontières à côté des Américains en cas de besoin...

Une conférence internationale

A propos du désarmement, Charles Hernu rappelle la position du candidat socialiste : « *tous les désarmements possibles dans le monde sans sécurité moindre pour la France.* » Un gouvernement de gauche devrait pouvoir obtenir « *le retrait des fusées SS 20 soviétiques jusqu'à l'Oural* », dans la mesure où les fusées Pershing seront elles aussi éloignées. François Mitterrand sera bien placé pour proposer une conférence internationale sur ce problème.

En ce qui concerne les forces d'intervention extérieures, elles resteront nécessaires pour porter secours à des concitoyens menacés à l'étranger, mais leur renforcement excessif est à exclure. Il doit rester compatible avec la politique étrangère à l'égard du tiers monde.

Enfin en ce qui concerne le service national, c'est moins le problème de sa durée qui se pose, que celui de son contenu et des tâches d'intérêt national et d'aide au tiers monde qui seront ses objectifs.

Philippe LERAY

DANS L'HERAULT

Six communistes appellent à voter pour François Mitterrand

SIX travailleurs, un ouvrier plâtrier, une ancienne permanente du PCF, deux infirmiers et deux enseignants de collège viennent de constituer un comité de soutien à la candidature de François Mitterrand. Pas de « débauche », mais le fruit d'une analyse et d'une expérience. C'est que le PCF, ils le connaissent depuis longtemps : l'une d'entre eux en est adhérente depuis 1945, et le responsable de cette initiative, Raymond Bel, membre du PCF depuis 1967, est ancien secrétaire de cellule, ancien secrétaire du comité de parti sur le centre hospitalier universitaire de Montpellier et conseiller municipal de Saint-Gély-du-Fesc.

Dans la pétition qu'ils font circuler, les six contestataires affirment : « *La seule ouverture possible, c'est François Mitterrand, non pour ce qu'il est mais pour ce qu'il représente, c'est-à-dire l'espoir.* » Et d'appeler les militants et sympathisants du PCF et les travailleurs à voter pour le candidat socialiste dès le premier tour.

Au-delà de l'échéance de mai, les contestataires comptent se réunir en congrès : « *On peut être trois mille* », affirme Raymond Bel.

• **Charles Pasqua** a déclaré que « *si par malheur les Français se trouvaient au second tour devant un face-à-face Giscard-Mitterrand, je crois très profondément que Giscard serait battu* ».

Pierre MAUROY

Le PS porte plainte

Le porte-parole du candidat socialiste juge *inacceptable « tant sur la forme que sur le fond »* le placard publicitaire du CCF contre la nationalisation des banques.

PIERRE MAUROY, porte-parole de François Mitterrand, au cours du point presse quotidien du Parti socialiste, a dénoncé, mercredi 15 avril, les illégalités flagrantes auxquelles se livre le président-candidat depuis le début de sa campagne. Le Parti socialiste déposera une plainte devant la Commission nationale de contrôle, au sujet du placard publicitaire qui paraît actuellement dans la presse sur la « nationalisation des banques ».

Curieuses disparitions...

En effet, Jean-Maxime Lévêque, président du Crédit commercial de France, l'une des premières banques privées françaises, y prend position contre la nationalisation des banques. Le maire de Lille, après avoir constaté l'illégalité de ce soutien à Valéry Giscard d'Estaing pendant la campagne officielle, a déclaré « inacceptable tant sur la forme que sur le fond » cette mise en garde contre les nationalisations.

« *Comment,* a-t-il ajouté, *peut-on écrire que la nationalisation des banques porterait atteinte aux libertés individuelles ?* » En réalité, les banques privées, pendant ce septennat, « *n'ont pas fait leur travail, elles ont fait la grève des investissements* » et porté préjudice à notre économie.

Pierre Joxe, pour sa part, rappelant l'interdiction d'affichage commercial entre les deux tours, a affirmé qu'il savait « *de source sûre que des dizaines de milliers d'affiches pour Giscard étaient d'ores et déjà prêtes* ». Il s'est étonné que « *les professions de foi de François Mitterrand qui doivent parvenir aux préfets, et qui sont imprimées par la même entreprise que celle de Michel Debré, disparaissent curieusement en cours de transport, alors que celles du candidat gaulliste ne rencontrent aucune difficulté* ».

Pierre Mauroy a d'autre part annoncé son voyage à la Martinique, en Guadeloupe et en Guyane du 15 au 18 avril prochains. A ce propos, il a déclaré : « *Le candidat sortant vient d'adresser aux DOM-TOM des cassettes radio où se mêlent les bonnes paroles, les satisfecits et les promesses... Ces territoires sont en pleine crise économique, sociale et morale... Le gouvernement ne songe qu'à la fusée Ariane et aux implantations touristiques, dont le luxe est une injure à la misère des villages... Le message du socialisme, là comme ailleurs, est celui d'une autre politique.* »

• **Pierre Messmer** note « *une certaine nervosité dans l'entourage de Giscard d'Estaing... qui s'exprime à travers de petites phrases qui se veulent piquantes, ou des déclarations qui se veulent inquiétantes...* »

Chômage: +17,3 % en un an

LA dégradation de l'emploi se précise à dix jours du premier tour de l'élection présidentielle. A preuve, la progression de 17,3 % sur un an du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE.

Mois après mois, l'écart se creuse entre la courbe du chômage de l'hiver qui s'achève et celle — pourtant bien peu engageante —, que l'on connaissait l'an dernier à pareille époque. En quatre mois, l'écart entre ces deux courbes est passé de 11,1 % à 17,3 %.

Traditionnellement, le mois de février marque le retournement de la courbe des demandeurs d'emploi. On avait comptabilisé, au cours du premier trimestre de 1980, une diminution de 5 % du nombre des inscrits à l'ANPE. Cette fois-ci, le chiffre ne recule que de 1,3 %. Avec 1 657 200 chômeurs inscrits, le mois de mars 1981 compte 10 500 demandeurs de moins que le mois précédent.

Mais si l'on corrige ces chiffres de la variation saisonnière, on obtient 57 000 chômeurs de plus, soit 3,5 %. Et une progression de 12 % en quatre mois ! On se souvient qu'à une époque le ministère du Travail commentait tantôt les chiffres bruts tantôt les chiffres corrigés pour masquer la dégradation de l'emploi. On nous excusera de nous attacher aux chiffres corrigés.

Signe de l'aggravation du chômage, le nombre de demandeurs inscrits depuis plus d'un an : 44 % ce mois de mars contre 39,8 % le mois précédent. L'allongement de la durée du chômage est encore plus marqué chez les moins de vingt-cinq ans (29,9 % en février dernier, 37,4 % un mois plus tard). Le demandeur d'emploi qui, en novembre, était inscrit, en moyenne à l'agence depuis 236 jours l'est aujourd'hui depuis 253 jours.

Au cours du mois de mars 1981, 208 900 chômeurs se sont fait connaître auprès des services de l'ANPE, 9 % de plus que le mois dernier. La catégorie la plus touchée depuis un an est sans conteste celle des ouvriers qualifiés. Quand ils étaient 100 en mars 1980, ils sont 142 aujourd'hui. On note aussi la part croissante, parmi les chômeurs, des travailleurs de vingt-cinq à quarante-neuf ans.

Dans son commentaire — discret ces derniers mois —, le ministère du Travail a ajouté un petit paragraphe sur la progression des offres d'emploi. Au nombre de 70 900, elles sont en hausse de 22 % par rapport au mois précédent. Signalons seulement que l'ANPE en a récolté 8,8 % de moins qu'au même mois de l'an dernier.

« *Nouvelle et très forte augmentation du chômage*, commente la CFDT, *malgré les multiples changements et manipulations qui ont minimisé l'évolution réelle.* » On comptait, en mars 1974, 1,9 demandeur d'emploi pour une offre, rappelle la centrale de la rue Cadet, ils sont aujourd'hui 21,7.

Catherine MAUSSION

Les caisses de chômage passeront-elles l'été ?

EN l'espace d'un mois, le nombre de chômeurs indemnisés a progressé de 4,2 %. L'Unedic compte aujourd'hui 1 284 178 bénéficiaires. Sur un an, la hausse est de 36 %. La palme revient aux licenciés pour raison économique : + 7,3 % sur un mois. Suivis des démissionnaires en préretraite : + 5 %.

Ainsi, au premier trimestre, le nombre des indemnisés se sera accru de plus de 5 % en moyenne par mois... Ce qui ne laisse d'inquiéter le bureau de l'organisme payeur des allocations chômage. En novembre dernier, l'Unedic avait tablé sur une dépense de 46,5 milliards pour l'exercice 1981. Chiffre qui correspond à une progression autour de 20 % du nombre de ses allocataires.

Or, le nombre de journées indemnisées en février dernier accuse une hausse de 37,3 % sur un an et les « sorties » pour les deux premiers mois se montent déjà à 7 463 milliards.

L'Unedic qui a retenu pour les deux premiers mois une dépense de 7 251,5 milliards estime sur cette base qu'elle équilibrera recettes et dépenses jusqu'en octobre.

C'est-à-dire qu'elle aura en caisse le mois de cotisations d'avance qui lui est nécessaire pour fonctionner (elle paye en début de mois et encaisse ensuite les cotisations qui couvrent ces dépenses).

Ce dont doute la CFDT qui évalue autour de 51 milliards les dépenses pour l'exercice en cours.

Crédit commercial et industriel

La chasse aux syndiqués est ouverte

Le personnel en lutte contre la répression patronale

QUELQUE quatre cents personnes ont défilé, mercredi 15 avril à Paris, à l'appel de la CGT et de la CFDT, pour dénoncer la « *répression* » antisyndicale au Crédit industriel et commercial (CIC).

Neuf militants syndicaux (6 CGT et 3 CFDT) de cette entreprise ont été mis à pied le 10 avril dernier, pour des durées allant de trois à cinq jours, après avoir protesté contre la venue, le 31 mars, d'un représentant de la banque chilienne De Fomento, chargé de négocier des demandes de crédit au CIC.

Or affirment les organisations syndicales, ce représentant a directement contribué à la chute du gouvernement Allende et participé à la répression contre des paysans chiliens. La CGT et la CFDT avaient alors diffusé des tracts d'information au personnel, considérés comme « *tracts politiques* » par la direction.

Scandant « *Pinochet assassin, Giscard, CIC complices* », le cortège, qui regroupait plusieurs banques (Caisse d'épargne, Crédit lyonnais, Société générale, Banque de France...) ainsi qu'une délégation de la fédération socialiste de Paris, s'est rendu du siège du CIC au siège de l'Association professionnelle des banques.

Aggravation du chômage chez les journalistes

DEUX cent soixante et un journalistes en chômage ont ouvert un dossier à la Commission de la carte en 1980, contre 209 en 1979 et 173 en 1978, indique la Commission nationale paritaire pour l'emploi des journalistes. Les pigistes et les journalistes n'ayant plus de carte professionnelle ne figurent pas dans ce décompte.

Dans son premier rapport annuel, la commission précise que 16 000 journalistes environ, dont 1 491 stagiaires et 1 000 pigistes, ont exercé leur profession en 1980.

Mais elle déplore de ne pas avoir obtenu du Centre national pour le reclassement des journalistes des statistiques sur le nombre des journalistes en chômage. A titre indicatif, elle indique que l'ANPE a enregistré en août dernier 1 855 demandes d'emploi pour un poste de journaliste.

Vente de PCUK à Occidental Petroleum

Trois mille salariés manifestent dans les rues de Paris

TROIS mille salariés environ du groupe Péchiney-Ugine Kuhlmann (PUK), dont beaucoup venaient de province, ont manifesté conjointement, mercredi matin à Paris, à l'appel « parallèle » de la CGT, de la CFDT, de FO. Des ingénieurs, dont de nombreuses femmes, de la branche Pharmuka syndiqués à la CGC étaient également présents, bien que cette centrale n'ait pas appelé à manifester.

Ce mouvement vise à s'opposer au démantèlement du groupe au moment où les pourparlers sont déjà engagés pour la vente à la société américaine Occidental Petroleum de l'ensemble des activités du secteur chimie (PCUK) et qui menace directement quelque 18 000 personnes.

« *C'est pour nous un problème dramatique*, indiquait une manifestante, *parce que nous n'avons aucun moyen de savoir ce que les Américains feront de nous. Ce qui est sûr, c'est que la branche pharmacie ne les intéresse pas. Alors...* »



(Photo Frédéric Pitchal)

Partis du siège de PUK, rue Balzac, les manifestants se sont séparés à la hauteur de l'esplanade des Invalides. Les forces de l'ordre les ont empêchés de se rendre au ministère de l'Industrie, où ils voulaient rencontrer André Giraud pour évoquer ce rachat dont ils sont exclus.

Des appels à des arrêts de travail avaient également été lancés séparément dans les établissements du groupe, par la CGT, la CFDT, FO et la CFTC, laquelle a toutefois refusé de s'associer à la manifestation.

La nationalisation de PUK est réclamée par la CGT. Celle-ci estime que « *le groupe réalise plus de 70 % de ses investissements à l'étranger, ferme des usines en France, s'apprête à en faire autant pour ses mines de bauxite et a supprimé quinze mille emplois en cinq ans* ».

Quant à la CFDT, elle estime nécessaire uniquement la nationalisation de la branche chimie de PUK et la mise en œuvre d'un « *plan d'organisation de la chimie française* ». Ce plan amènerait la constitution de trois ou quatre sociétés nationales permettant des regroupements d'activités « *équilibrés* ». Il devrait préciser les « *priorités nationales dans la chimie à court, moyen et long terme* ».

Cette revendication de nationalisation totale ou partielle de PUK n'est pas suivie par la CFTC et par FO, qui affirment que les « *difficultés actuelles* » de la chimie sont la « *conséquence de la vente aux multinationales étrangères de secteurs entiers de l'industrie chimique et pharmaceutique* ».

Le Parti socialiste, de son côté, réclame la nationalisation du groupe PUK.

BREF

La CGT contre le redéploiement de RVI

Les syndicats CGT de Renault Véhicules Industriels dénoncent « *la décision de transfert de fonds publics au groupe « Peugeot SA » qui se concrétise par le rachat de 50 % du capital de « Dodge » (Espagne et Grande-Bretagne).*

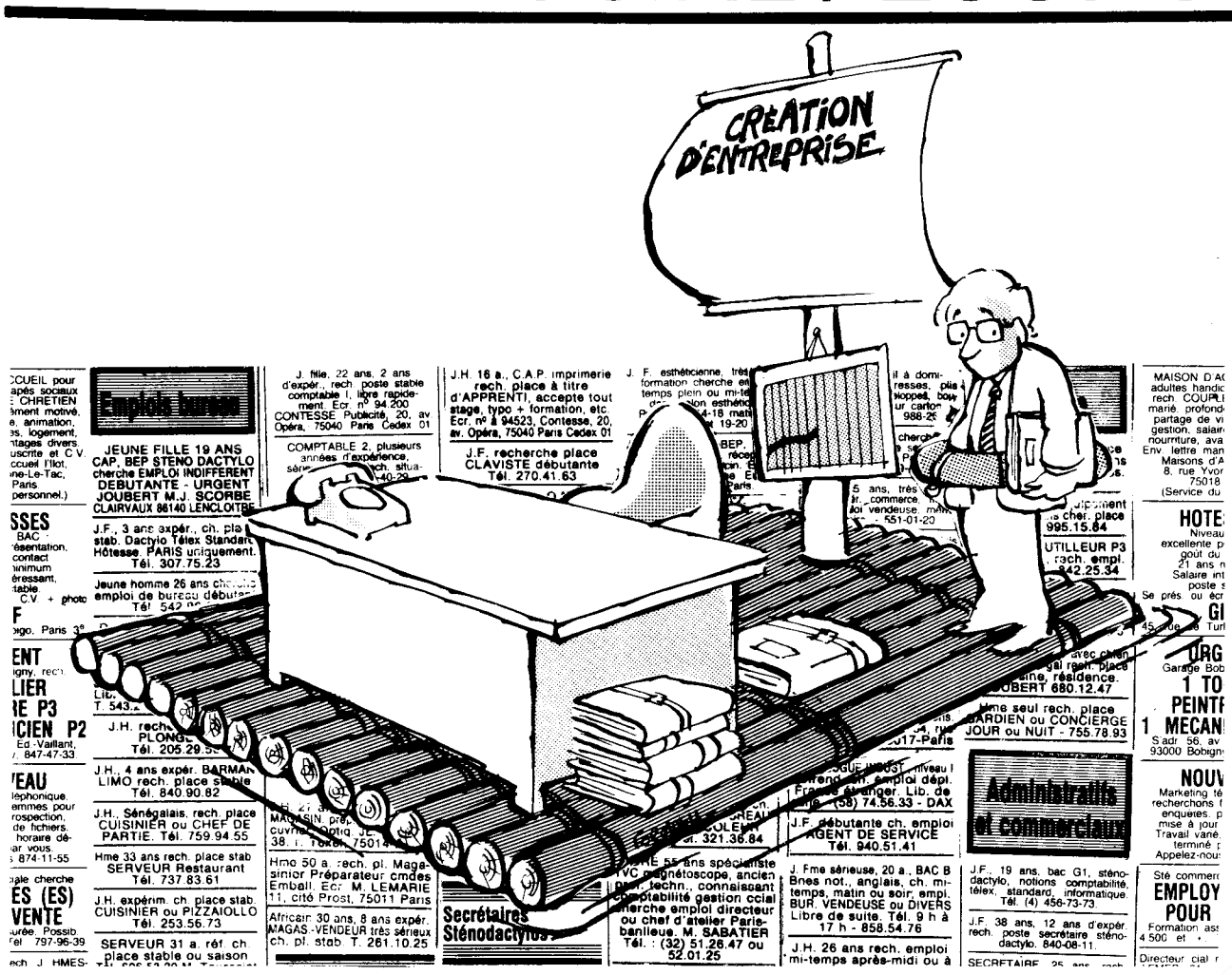
Selon eux « *une politique dans l'intérêt de la France et des travailleurs de RVI pour faire face à la concurrence internationale passe aujourd'hui par des investissements dans l'appareil de production français, des moyens pour réorganiser le marché national (...). La décision de racheter Dodge c'est au contraire accélérer les investissements à l'étranger au détriment de RVI en France, donc de l'emploi.* »

Production industrielle : Encéphalogramme plat

La conjoncture ne s'est « *guère modifiée en mars* », indique l'enquête de la Banque de France.

La banque déclare que les chefs d'entreprise, « *très réservés au sujet de l'évolution générale de la conjoncture, envisagent néanmoins avec confiance la marche de leurs propres affaires au cours des mois à venir* ». Toutefois, les industriels demeurent « *aussi peu empressés à investir et à embaucher* ».

La production industrielle « *a conservé le même rythme et se situe toujours à un faible niveau, sauf dans les branches qui ont connu une progression saisonnière de leur activité* », c'est-à-dire les biens de consommation et, à un degré moindre, les biens intermédiaires. La situation n'a pratiquement pas varié dans les industries de biens d'équipement.



Un créateur médusé. (Dessin Forcadell)

Du «kangourou» au «poisson d'avril»

UNE fabrique de porte-bébés, Kangourou, un entrepôt frigorifique en Bretagne, un atelier de réparation de parachutes, une usine de confection de maillots de bain dans l'Aube (Emo, trois cents personnes), « Poisson d'avril », une boutique de cadeaux ouverte le 1er de ce mois à Puteaux, voilà quelques exemples parmi tant d'autres.

La création d'entreprise, si elle attire également les désespérés, les inconscients, s'enorgueillit de certaines opérations originales menées à bien. Ainsi, celle de cet homme de marketing qui, visitant les égouts de Paris un jour de désœuvrement, découvre des pensées qui fleurissent dans la boue. Cette boue est actuellement vendue comme engrais. Un courageux, que n'effraient ni les reptations ni les morsures, élève serpents et araignées venimeuses... pour l'Institut Pasteur. Un autre vit un miracle. De l'eau de la grotte de Lourdes, livrée en containers et authentifiée par huissier, il extrait des gouttelettes qu'il emprisonne dans de petites bulles en plastique transparent qui deviennent colliers ou chapelets. Devant le succès, les Américains veulent lui racheter son brevet.

Plus éloignée des voies célestes, la société nouvelle Filt'air, animée par quatre associés, dont Hervé Limage, a repris une société de dépoussiérage industriel qui prévoit de réaliser 3 millions de francs de chiffre d'affaires en 1981. Sa réflexion : *« Si on attend trop, quand on reprend une entreprise, on a le temps de mourir. Il a fallu six mois pour obtenir l'immatriculation au registre du commerce. Personne ne m'a dit que j'avais droit à ceci, à cela. Maintenant, j'essaie de récupérer l'argent. »*

Une bouée en ciment

« Il faut voir trois ou quatre banques par jour, précise cet industriel de Châtellerault, lauréat du dernier concours organisé par l'ANCE. *Le matériel devait nous être livré dans les dix jours (tôlerie plastique) ; si les primes étaient arrivées trop tard, les fournisseurs nous auraient soutenus. »*

« Dans quelque temps, je vais faire une plaquette dénonçant les lourdeurs administratives, ironise Etienne Simon, militant CFTC, créateur d'une SCOP — Uni-Métaux — après dépôt de bilan de l'entreprise dans laquelle il travaillait auparavant. *Il nous a fallu dix-huit mois de démarches. Aujourd'hui, ça va. On attend les 100 000 francs de la prime régionale. »*

« Le développement en soi n'est pas un but, affirme Jacques Morel, responsable de Better Plastic International à La Barre-aux-Ouches, dans l'Eure. *On a démarré avant de recevoir l'argent. Les banques, notamment, ne sont pas à trois mois près, elles... »*

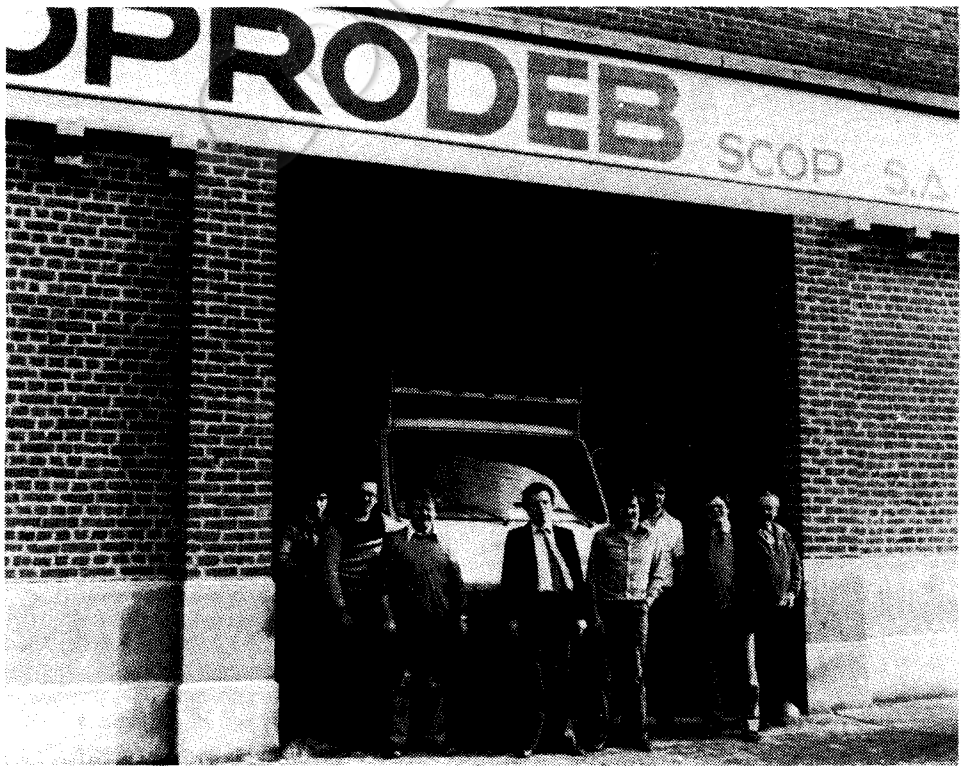
Qu'en pensent les syndicats ?

A la CGT, on déclare : *« C'est dilapider les fonds sociaux, qui n'ont pas été prévus pour cela. »*

A la CFDT, on est également opposé à ce que les fonds sociaux des ASSEDIC, principalement destinés à aider matériellement les chômeurs en difficulté, servent à financer les créations d'entreprises.

La CGC est également réservée, mais pour des raisons profondément différentes. Les aides apportées lui paraissent présenter un « intérêt certain ». Mais elle redoute surtout un taux de mortalité élevé parmi ces entreprises et déclare : *« C'est comme une bouée de ciment... Quant aux banques, elles ne veulent pas prendre de risques. »*

G. H.



S'associer pour monter une boîte. (Photo The Associated Press/Ltd)

UN MOYEN DE

Quand le

Mais la création

« Vous feriez mieux de créer des entreprises au lieu de vociférer... », avait dit en substance Raymond Barre à des chômeurs qui l'accueillaient fraîchement au Salon du travail manuel au printemps 1980.

Effectivement, il existait à l'époque une loi favorisant la création d'entreprises par des

Le parcours

AUTREMENT. Autre chose. Et avec d'autres. Ailleurs, parfois. Ils sont de plus en plus nombreux, les chômeurs malgré eux, ceux que l'on désigne sous l'appellation trop pudique de « demandeurs d'emploi » à envisager de créer « leur » entreprise. Individuellement ou à plusieurs. Sous une forme juridique quelconque. Dans divers secteurs de l'économie, bien que les services officiels ou para-officiels accordent plus volontiers leur soutien à l'artisanat et à l'industrie.

1,25 emploi créé par entreprise

Les chiffres fournis par le ministère du Travail font état de 9 200 entreprises ainsi créées par des chômeurs en 1979. Pour 1980, la progression est spectaculaire puisqu'on atteint 13 700 créations. En deux années, ce sont donc 22 900 entreprises qui ont bénéficié des aides accordées par les lois de 1979 et 1980.

Combien d'emplois créés? Assez peu. Les derniers chiffres ne permettent pas encore de faire un bilan précis pour les deux années écoulées, mais on sait déjà qu'environ 15 800 bénéficiaires ont créé 12 600 entreprises. Ce qui donne... 1,25 emploi par entreprise.

Depuis 1979, les mesures gouvernementales en faveur des salariés privés d'emploi qui créent leur entreprise ont évolué. On aurait tort de s'en plaindre. Même si cet état de fait prouve à quel point le chômage est désormais institutionnalisé.

Finalement, la profession de « chômeur créateur d'emploi » se porte bien. Apparemment, et si l'on s'en tient aux dernières statistiques portant sur le nombre d'entreprises créées.

La loi: 87000 francs d'indemnité

L'ANCIENNE loi, du 3 janvier 1979, assure aux licenciés involontairement privés d'emploi qui décident de créer une entreprise le versement d'une prime équivalant à six mois d'indemnités forfaitaires, soit un peu plus de 4 000 francs, et la couverture gratuite des risques sociaux pendant six mois, à l'exclusion des accidents du travail, pour lesquels une assurance volontaire peut être souscrite.

Les comités paritaires de gestion des ASSEDIC peuvent, après examen des dossiers, accorder, sur leurs fonds sociaux, des prêts ou dons aux entreprises qui en feraient la demande.

La dernière loi — celle du 22 décembre 1980 — élargit le champ d'activité de la présente loi aux activités non salariées (professions libérales par exemple) et tient compte du système actuel d'indemnisation du chômage dans le versement des indemnités versées en une seule fois.

Les sommes ainsi octroyées peuvent atteindre six mois d'indemnités, sans toutefois pouvoir excéder cette période et sont limitées à 87 000 francs par salarié licencié pour motif économique. Et licencié « involontaire », est-il bien précisé. Encore que certains cas de « démission forcée » puissent être examinés.

Le bénéfice de la loi est appliqué aux salariés qui créent ou reprennent une entreprise, à titre individuel, dans le cadre d'une société, d'une SCOP ou d'une activité non salariée.

Autre précision : les demandeurs d'emploi doivent exercer le contrôle effectif de l'entreprise créée. Dans le cas d'une société, les salariés-créateurs doivent détenir ensemble au moins 50 % du capitol de cette entreprise (les parts de capital acquises par les conjoints ascendants et descendants sont prises en compte). S'ils exercent une fonction de direction dans l'entreprise, ils doivent détenir un tiers du capital.

SE TIRER D'AFFAIRE

chômeur devient entrepreneur du combattant

d'entreprises est loin d'être la panacée du chômage

« demandeurs d'emploi ». Une deuxième est venue en étendre les dispositions en décembre 1980.

Pour le gouvernement, cette législation devait permettre de créer des dizaines de milliers d'emplois. En fait, un premier bilan des années 1979 et 1980 révèle que 15 800 bénéficiaires ont créé environ 12 600 entreprises, soit 1,25 emploi par entreprise créée...

Quant à leur mortalité, il est encore trop tôt pour se prononcer, mais on sait que beaucoup d'entre elles ne passent pas le cap de la première année.

Etre son propre patron: un rêve! Mais, pour y parvenir, quel parcours du combattant! Quelle patience dans les démarches auprès des banques, administrations et fournisseurs. Il y faut un peu d'argent, un certain nombre d'amis, bien placés et beaucoup d'astuce.

G. F.

Il serait toutefois injuste de ne pas tenir compte des embauches suivant la période de mise en route.

On déclare par ailleurs ne pas connaître le nombre d'échecs. Mais il est incontestablement trop tôt pour considérer qu'une entreprise vieille d'un an franchira le cap des trois ou quatre années, délai qui devrait permettre de la considérer comme stable et bien implantée dans sa branche.

Par secteur, les statistiques portant sur le premier semestre 1980 font apparaître une prédominance du tertiaire — près de 48 % —, en progression sur 1979, et une légère diminution du secteur bâtiment et travaux publics (30,7 % contre 37,5 %) lors du premier semestre 1979.

Toujours largement en tête, bien qu'en légère régression : les entreprises individuelles (71,1 % contre 76,2 % pour les six premiers mois de 1979, tandis que les sociétés coopératives ouvrière de production (SCOP), en progrès, atteignent 11 % pour les six premiers mois de 1980, contre 6,1 % pour la même période de l'année précédente.

Quelques précisions encore, portant sur les bénéficiaires de la loi de 1979 :

— Les femmes n'en représentent que 13,6 %;

— 81,3 % des créateurs ont entre vingt-cinq et quarante-neuf ans;

— 43,7 % sont des ouvriers qualifiés;

— 35 % seulement ont suivi une formation les préparant à la gestion d'une entreprise;

— 88,2 % sont des créations, au sens littéral du terme, 11,8 % sont des reprises.

Pactole ou maquis?

Aux aides de base accordées par les lois de 1979 et 1980 (voir encadré) s'ajoutent, suivant les cas, d'autres aides qui ne concernent pas exclusivement les entreprises créées par des chômeurs. Mais attention, certaines sont cumulatives, d'autres non.

Parmi ces mesures d'incitation, on peut citer la prime régionale à la création d'entreprises industrielles (PRCEI), la prime de développement régional (PDR), la prime de localisation de certaines activités tertiaires (PLAT), la prime de localisation de certaines activités de recherche (PLAR), l'aide spéciale rurale (ASR), la prime d'orientation agricole (POA) attribuée au secteur des industries agro-alimentaires. Citons encore la prime d'installation d'entreprises artisanales, l'indemnité particulière de décentralisation, la prime à l'innovation, l'aide à l'innovation.

A signaler encore divers allègements fiscaux portant notamment sur l'impôt forfaitaire minimal de 3 000 francs, le bénéfice imposable, la déduction du revenu investi en actions ou en parts, la réduction des droits de mutation, etc.

Un pactole? Un ma—quis... Un peu décourageant pour ceux qui, novices dans l'art de gérer une entreprise, se retrouvent perdus. Les difficultés inversement proportionnelle au nombre de personnes participant à la naissance d'une entreprise.

Comment s'y prendre? Au niveau départemental, les chambres de commerce et d'industrie (CCI), les chambres de métiers et les délégations à l'emploi se chargent de l'accueil et de l'orientation des créateurs d'entreprise.

A l'échelon national, l'Agence nationale pour la création d'entreprise (1) reconnaît que les délais sont encore longs entre l'étude préalable du dossier et le démarrage possible de l'entreprise. Il faut compter dans les tente jours et deux mois avant le déblocage du capital versé.

Auparavant, ces mêmes opérations prenaient entre quatre et sept mois.

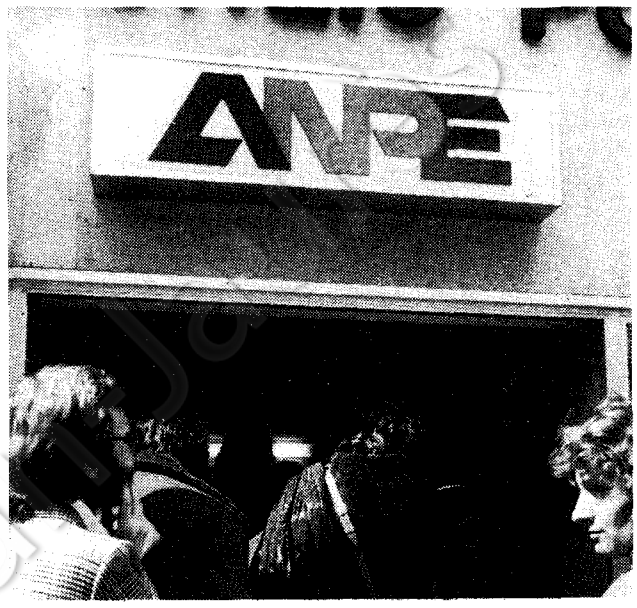
Aux Etats-Unis, vingt-quatre heures suffisent.

Point crucial : le financement. L'apport des Assedic, le concours de la famille ou des amis ne suffisant que rarement au démarrage de l'entreprise et à son fonctionnement suivi, les entreprises se tournent alors vers les banques. D'après l'enquête du ministère du Travail, environ un tiers des entreprises ont pu obtenir un financement bancaire. Les banques populaires viennent largement en tête pour l'octroi de prêts bonifiés : 371 prêts sur 500 recensés en 1979.

Le concours des fonds sociaux des Assedic est pour le moins inégal : des prêts ou des dons de 25 000 francs. Le plus souvent, la générosité ou rien.

Geneviève HOUDARD

(1) ANCE, 37, avenue d'Iéna, 75116 Paris. Tél. : 723.72.08.



L'ANCE plutôt que l'ANPE... (Photo Olivier Thomas/Atelier)

A l'atelier, les bébés apprennent à vivre

MONTMARTRE, 26, rue Durantin. On palpe la semoule, le riz, des lentilles, des haricots, on cuit des gâteaux, on joue « à l'eau », on parle au lapin, on écoute les contes qu'une vraie « mamie » a inventés pour ses propres petits-enfants.

L'Atelier pour les petits, c'est une idée de Marie-Noëlle Fillon, psychologue. Son contrat à durée déterminée achevé, elle lance, il y a quatre ans, cette sorte de halte-garderie, avec les indemnités de son mari, Emmanuel, licencié économique.

L'idée : une transition douce entre la famille et la maternelle. Des petits de quatorze mois à trois ans viennent là une à quatre fois par semaine.

Les tarifs appliqués aux parents sont fonction du quotient familial. Marie-Noëlle ne croit pas au bénévolat.

Quatre personnes s'occupent en permanence de ces bouts de chou qui retrouvent à chaque séance le même encadrement et les mêmes petits camarades.

Les subventions sont arrivées bien tard, après deux ans de fonctionnement de cette association (loi 1901). Ce qui est promis en novembre est versé en juin de l'année suivante.

La Ville de Paris accepte de financer 40 % des travaux réalisés (120 000 francs). Mais on attend encore.

Actuellement, le service d'innovation sociale du ministère de la Santé et le service « petite enfance » de la Fondation de France ont répondu favorablement. En revanche, la caisse d'allocations familiales dit « non » parce que la halte-garderie n'est pas associée à un autre établissement social.

Le Crédit mutuel de Montmartre vient d'accorder une subvention de 1 000 francs, et la mairie du XVIII^e^ a octroyé 500 francs pour l'organisation d'une animation à Noël.

« Après deux années dingues, on s'y retrouve pécuniairement. Mais combien de temps passé en épuisantes démarches », soupire Marie-Noëlle. *Et à faire comprendre aux parents qu'ils sont solidaires du fonctionnement de ce havre où l'on dispense une pédagogie souriante, compétente et équilibrée.*

G. H.

DEPUIS PLUS DE CINQUANTE ANS
LA GESTION DES SERVICES RURAUX
ET URBAINS DE DISTRIBUTION
PUBLIQUE D'EAU POTABLE EST LA
SPECIALITE DE LA :

sdei

SOCIETE
DE DISTRIBUTION D'EAU
INTERCOMMUNALES

ELLE ASSUME EGALEMENT
L'EXPLOITATION ET L'ENTRETIEN DES
STATIONS DE TRAITEMENT D'EAUX
USEES ET D'ORDURES MENAGERES,
DES EQUIPEMENTS SPORTIFS, DES
COLLECTIVITES ET EN PARTICULIER
DES PISCINES.

sdei

71, rue Molière - LYON - 3 -
Tél. : (78) 60.45.75 - 60.24.57 - Télex : 310 831



Depuis le coup d'Etat sanglant du 12 avril 1980, le sergent-chef Samuel Kanyon Doe dirige le Liberia. (Photo W. Campbell/Sygma)

Les Etats-Unis renforcent leur présence au Liberia

Les luttes de tendances entre pro-Américains et tiers-mondistes, à la tête du régime de Monrovia, ont amené Washington à suivre de près l'évolution de la situation. Cent bérets verts sont jusqu'à la fin du mois en manœuvres au Liberia.

LES lendemains de fête pourraient bien ne pas chanter pour le sergent-chef Samuel Kanyon Doe, qui célébrait, le 12 avril, le premier anniversaire du coup d'Etat qui l'a porté à la tête du Liberia. Certes, les Etats-Unis avaient tenu à afficher leur soutien au président et à la fraction pro-américaine de son Conseil populaire de rédemption (CPR).

La centaine de bérets verts récemment débarqués pour un mois de manœuvres conjointes avec les soldats libériens et le destroyer américain *USS Thorn,* venu croiser ces jours-ci bien en vue de la côte, en ont fait une démonstration quelque peu tapageuse. Mais ce petit « show » destiné à décourager les éventuels « *suppôts du communisme* » ne saurait répondre véritablement aux besoins du président Doe.

Un an après le putsch, avec la revanche des « indigènes » (1,8 million) sur les « free men » (90 000), descendants d'esclaves américains affranchis et au pouvoir pendant plus d'un siècle, le Liberia navigue à vue. Son économie est exsangue, son pouvoir paralysé et son armée déchirée par les luttes d'influence.

L'héritage de William Tolbert et des 5 % de familles qui se partageaient 50 % du revenu national est lourd à assumer. Outre une dette extérieure de 700 millions de dollars, le Liberia aurait supporté une perte de 32 millions de dollars disparus avec les milliers de « free men » qui se sont enfuis aux Etats-Unis, après le coup d'Etat. Avec eux s'est volatilisée la majeure partie de la matière grise du pays.

La plupart des leaders actuels sont peu instruits et ne dominent pas la situation. Samuel Doe étudie sans répit pour combler ses lacunes. Mais lui laissera-t-on le temps d'apprendre à gouverner ? Il risque de ne pas sortir vainqueur des luttes d'influence qui minent le pouvoir.

Composé d'anciens sous-officiers, le CPR double le gouvernement, constitué en majorité de civils, lorsqu'il ne l'affronte pas. A l'intérieur des deux instances, le conflit grandit enre les partisans du général Quiwonqpa, commandant en chef des forces armées, proche de Doe, qui ne se défend pas d'être pro-américain, et ceux des généraux Weh Syen et Podier, intéressés par la Libye et les pays de l'Est, comme le sont également le docteur Tipoteh, ministre de l'Economie, et Bacchus Matthews, ministre des Affaires étrangères. Tout en paraissant tenté de donner l'exclusive aux amis traditionnels du Liberia, Etats-Unis en tête, le président Doe laisse la porte entrouverte et réaffirme le non-alignement du Liberia. Khartoum, La Havane et Moscou peuvent malgré tout espérer reprendre leur flirt avec Monrovia.

Pour l'heure, le Liberia a surtout besoin de bailleurs de fonds. Les Etats-Unis lui ont accordé 25 millions de dollars d'aide d'urgence. La CEE et la Banque mondiale se penchent également sur le berceau du nouveau régime. Faisant acte de libéralisme, Doe a libéré dix-neuf prisonniers politiques le 12 avril. Il en reste encore vingt-quatre, dont le fils aîné de Tolbert. D'autre part, le président libérien a nommé une commission nationale de vingt-cinq membres pour rédiger une nouvelle constitution censée préparer le retour des civils.

Si le pouvoir au Liberia ne se joue pas seulement comme une partie de balançoire entre l'Est et l'Ouest, ou entre civils et militaires, il peut encore changer de mains à l'intérieur d'un même camp.

Monique MAS

Le Parti ouvrier polonais vire-t-il sa cuti?

Fait sans précédent dans l'histoire du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) : le Forum d'entente de Torun, qui a réuni mercredi huit cents délégués d'organisation, de base du parti, rassemblés à la suite de concertations horizontales. Ils ont vivement mis en cause la direction du POUP pour ses *« tentatives de manipulation et d'immobilisme ».*

DEPUIS cinq mois en Pologne, des structures « horizontales », permettant aux organisations de base du parti de se consulter sans passer nécessairement par la hiérarchie verticale, se sont développées dans tout le pays.

C'est dans la ville universitaire de Torun qu'elles étaient les plus actives. Le forum qui y officialise aujourd'hui cette nouvelle forme de concertation montre à quel point le virus de la démocratie à la base a contaminé la Pologne.

Ces structures horizontales au sein du POUP, contraires aux principes adoptes jusque-là par les partis communistes dans le monde, font immanquablement penser aux comités interentreprises créés l'été dernier par Solidarité.

La direction du POUP, qui se proclame favorable au « renouveau », ne s'est pas opposée à ce forum, y déléguant même, semble-t-il, le secrétaire à l'organisation, Zdislaw Kurowski, connu jusque tout récemment comme un des plus réticents aux changements. A-t-il viré sa cuti? La question se pose aussi à l'égard d'un autre participant de Torun, Andrzej Werblan.

Cet idéologue suggérait le *numerus clausus* contre les juifs, en 1968, alors que des milliers d'entre eux étaient victimes d'une campagne antisémite qui n'avouait pas son nom. Il devint, sous Gierek, membre du bureau politique avant d'en être exclu le 2 décembre dernier.

Cette mise à l'écart ne manqua pas de surprendre ceux qui le prenaient pour le meilleur poulain de Moscou. Mais aujourd'hui, il se montre un chaud partisan des changements, ce qui est loin d'être le point de vue exprimé dans la *Pravda,* qui attaque quotidiennement Solidarité.

Werblan a-t-il changé? Ou s'est-il lancé dans une entreprise de récupération? L'ampleur du mouvement populaire pourrait rendre dérisoire toute tentative de ce genre.



Une rue de Monrovia. (Photo W. Campbell/Sygma)

TRIBUNE

Le Liban déchiré

par Gisèle CHARZAT *

UNE fois de plus, le Liban se transforme en théâtre de la confrontation Est-Ouest au Moyen-Orient.

Damas entend démontrer tout d'abord à l'Etat libanais qu'elle exerce l'hégémonie sur le Liban. Surtout, la Syrie manifeste à la nouvelle administration Reagan ses intentions de répondre par la force à toute politique de tension américaine au Moyen-Orient.

Alexander Haig vient en effet de déclarer que le centre d'intérêt des Etats-Unis ne sera pas le règlement de paix israélo-arabe. Pour lui, prédomine le souci de s'assurer une garantie stratégique au Moyen-Orient contre « la menace de l'Union soviétique et de ses protégés ».

La Syrie étant liée à l'URSS par un traité d'assistance militaire, les deux super-grands s'affrontent de plus en plus violemment à travers un Moyen-Orient profondément balkanisé et déstabilisé. Qui contrôle le Moyen-Orient contrôle par voie de conséquence les pays de la CEE et le Japon.

Pour les Etats-Unis, la révolution iranienne s'est traduite par leur renforcement militaire auprès des régimes conservateurs et monarchiques du Moyen-Orient. Avant la chute du shah d'Iran, la force d'intervention américaine n'intervenait qu'à la demande du pays souverain menacé. La crainte qu'inspire la contagion de la révolution khomeyniste auprès des régimes modérés du Moyen-Orient a permis aux Etats-Unis de s'affirmer comme les véritables garants de la souveraineté de ces régimes modérés. Il s'agit d'une donnée géo-stratégique fondamentalement nouvelle. Dorénavant, les Etats-Unis n'ont plus besoin de disposer de « gendarmes locaux » *pour maintenir l'ordre. Ils sont en mesure d'intervenir directement dans les* « turbulences » *des pays du Moyen-Orient.*

L'URSS, quant à elle, joue son alliance militaire avec la Syrie pour faire échec à la stratégie américaine au Moyen-Orient. Lors de la conférence d'Amman du 26 novembre 1980 marquant le onzième sommet des chefs d'Etats arabes comme lors du troisième sommet islamique de Taief, l'URSS a marqué son hostilité à un axe d'alliances entre l'Irak, la Jordanie et l'Arabie saoudite. L'URSS refuse de cautionner toute possibilité d'accord sur l'affaire palestinienne entre Bagdad, Amman et la Mecque.

L'Union soviétique, et plus particulièrement la Syrie, s'opposent à toute solution accordant à la Jordanie un rôle actif dans les négociations de paix arabo-israéliennes ! Pour les deux alliés, la voie jordanienne irait à l'encontre des résolutions du sommet de Rabat de 1974, consacrant l'OLP comme l'unique représentant légitime du peuple palestinien.

L'accroissement de la tension entre les deux super-grands au Moyen-Orient entraîne quatre conséquences dangereuses pour la paix du monde : 1) elle renforce, au sein de l'OLP, les tendances à une solution diplomatique du conflit israélo-palestinien ; 2) elle risque d'accélérer le démembrement du Liban en deux Etats, l'un syrien, l'autre chrétien du Sud ; 3) elle accélère la dislocation de la « Nation arabe ». *Les pays du Moyen-Orient, soudés par l'OPEP et le conflit israélo-arabe, se retrouvent depuis septembre 1980, date de la guerre irako-iranienne, de plus en plus dépendants du jeu des deux super-grands ; 4) elle peut constituer une des raisons susceptibles de justifier l'invasion de l'URSS en Pologne.*

Les Etats-Unis comme l'URSS veulent perpétuer Yalta.

Le 5 novembre 1956, le jour même de l'attaque anglo-franco-israélienne en Egypte, l'URSS envahissait la Hongrie...

En privilégiant la sécurité avant la paix au Moyen-Orient, le général Haig ne tend-il pas la perche à l'URSS en Pologne ?

** Député socialiste au Parlement européen.*

Namibie: intense activité diplomatique

Le secrétaire d'Etat adjoint américain en Afrique du Sud

UNE intense activité diplomatique se déroule actuellement autour de la Namibie. Le secrétaire d'Etat adjoint américain se trouve actuellement en Afrique du Sud, alors que les pays de la « ligne de front » se réunissent à Luanda et que trente-quatre pays non alignés en font de même à Alger.

Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis pour les affaires africaines, a rencontré mercredi à Pretoria le ministre sud-africain des Affaires étrangères, Pik Botha, et le ministre de la Défense, le général Malan. Les discussions ont surtout porté sur la Namibie.

Avant l'arrivée de Crocker, Pretoria avait noté avec intérêt que l'administration Reagan était favorable à la tenue d'une conférence multipartite sur la Namibie, semblable à celle de Lancaster House, qui avait conduit le Zimbabwe à l'indépendance en avril 1980. Une telle conférence garantirait à la minorité blanche un certain nombre de droits constitutionnels, quels que soient les résultats d'élections générales.

Mais, pour le moment, la résolution 435 des Nations unies, considérée comme base des négociations sur l'avenir de la Namibie, ne prévoit pas l'adoption d'une constitution avant les élections et envisage le déploiement de troupes des Nations unies pour superviser le processus électoral.

Une surprise : le premier ministre sud-africain, Pieter Botha, n'a pas voulu rencontrer Crocker. N'oublions pas que des élections législatives se déroulent en Afrique du Sud dans deux semaines. Or, Pieter Bhota ne veut pas perdre le soutien des électeurs conservateurs en évoquant des réformes pour la Namibie.

Cette question a également été évoquée dès mercredi matin par les pays de la « ligne de front », réunis à Luanda (Angola), où ils vont tenter de définir une attitude commune concernant la position de la nouvelle administration des Etats-Unis sur la Namibie. Sont réunis les chefs d'Etat d'Angola, de Mozambique, de Tanzanie, de Zambie, du Zimbabwe et du Botswana. Ces pays souhaitent l'adoption d'une constitution, suivie d'élections générales.

C'est le processus contraire qui est préconisé par les trente-quatre membres du bureau de coordination des pays non alignés, qui se réunissent jeudi à Alger : élections générales suivies de l'élaboration d'une constitution. Ces pays veulent également renforcer leur aide économique, financière et militaire à la SWAPO, qui lutte pour l'indépendance de la Namibie.

Grèce: négociations suspendues sur les quatre bases américaines

SIX bombes de fabrication artisanale ont explosé dans la nuit de mercredi à jeudi, à Athènes. Les engins avaient été placés dans différentes voitures.

Les attentats se sont produits quelques heures à peine après que les négociations entre les Etats-Unis et la Grèce, sur le renouvellement du statut des quatre grandes bases américaines, ont été suspendues jusqu'à la fin des fêtes de Pâques orthodoxes.

La demande formulée par la Grèce, quant au maintien de l'équilibre des forces en mer Egée, constitue le principal obstacle à la conclusion d'un accord. Washington reproche à Athènes de faire ainsi à la Turquie, qui est également un pays membre de l'OTAN, un « procès d'intention ».

Le gouvernement grec, dont la politique atlantiste est constamment en butte aux attaques du leader de l'opposition socialiste, Andreas Papandréou, a nettement durci sa position au cours des derniers quinze jours.

On dément toutefois dans l'entourage du ministre des Affaires étrangères, Constantin Mitsotakis, que la Grèce ait jamais eu l'intention de lancer un ultimatum à Washington, comme certaines rumeurs l'ont laissé entendre.



(Photo Pascal Lebrun)

La Chine Coca

La Chine ne va pas le mettre en boîte, mais en bouteilles, ce symbole de l'« american way of life ». La première usine Coca-Cola à Pékin va ouvrir ses portes. Huit millions de caisses pour un milliard de Chinois. Une goutte d'eau...

Begin: «Nous aidons le Liban»

MENAHEM BEGIN, premier ministre israélien, a, pour la première fois, reconnu mercredi dans une interview télévisée que Tel-Aviv aidait des minorités chrétiennes au Liban.

Il n'a pas voulu préciser la nature ni l'ampleur de cette aide : « *Nous ne sommes pas restés les bras croisés, mais je préfère ne pas entrer dans les détails* », a dit le chef du gouvernement israélien.

Mais on sait que les armes et les uniformes israéliens équipent au Sud-Liban les milices du commandant Haddad, encadrées aussi d'officiers israéliens.

Begin a accusé la Syrie d'occuper le Liban et d'être, ainsi que la Libye, une base très dangereuse de l'URSS. « *Les responsables de l'administration Reagan en sont conscients* », a-t-il ajouté.

Mais, au même moment, le président Reagan adressait au chef de l'Etat syrien un message où il exprimait l'opinion que la Syrie pouvait « *jouer un rôle* » dans l'instauration de la paix au Proche-Orient et dans la « *consolidation de la stabilité dans tous les pays de la région* ». Le chef de l'exécutif américain soulignait les « *chances de coopération* » entre Washington et Damas.

Alger s'inquiète des émigrés

ALGER s'inquiète de la situation des travailleurs algériens émigrés en France.

L'Assemblée nationale algérienne vient de consacrer à ce problème une séance extraordinaire.

Résumant ces travaux, le quotidien *Al Chaab* rappelait mercredi que la France devait assumer « *ses responsabilités à l'égard de l'émigration, tant du point de vue historique qu'au regard de la loi* ».

Par ailleurs, écrit le journal gouvernemental, l'Algérie elle-même se doit d'« *agir pour sauvegarder les droits acquis par les travailleurs algériens* » même si elle estime que « *la solution à moyen et à long terme du problème de l'émigration réside dans le retour progressif et planifié des émigrés, et leur réinsertion dans la vie économique du pays* ».

Pressions de Moscou et Washington sur Bonn

BONN est soumis à des pressions contraires de plus en plus vives, à la fois de la part de Moscou et de la part de Washington, dans l'affaire des fusées nucléaires à moyenne portée, qui doivent être en principe déployées sur le territoire ouest-allemand à partir de la fin de 1983.

Moscou vient encore de lancer, par l'intermédiaire de l'agence soviétique Novosti, une attaque violente contre Bonn, l'accusant de ne pas vouloir vraiment négocier sur la limitation à un bas niveau des fusées nucléaires stationnées en Europe.

De son côté, Washington, par l'intermédiaire du secrétaire américain à la Défense, Caspar Weinberger, lie maintenant l'ouverture de négociations américano-soviétiques sur les armes eurostratégiques à une réduction substantielle de la présence militaire soviétique aux frontières et à l'intérieur de la Pologne.

EN 24 HEURES

ANGLETERRE
Retour au calme

Les dirigeants de la communauté noire de Brixton, ce quartier sud de Londres théâtre de violentes émeutes le week-end dernier, ont décidé d'annuler le rassemblement prévu pour dimanche prochain.



CONDAMNE à treize ans de prison pour « espionnage et trahison », le dissident soviétique Anatoly Chtcharansky purge actuellement sa deuxième année de camp en Oural. Sa femme a lancé mercredi un dramatique appel à l'opinion publique : « *Sauvez mon mari, il est dans un état très grave.* »

RDA
Le virus polonais

Ernst Timm, membre du comité central du Parti communiste est-allemand, a mentionné pour la première fois le « *virus polonais* » devant le dixième congrès de son parti. Timm a stigmatisé ceux qui, « *dans le conteste polonais, avaient voulu pêcher en eaux troubles en RDA également* ».

RFA
Grévistes de la faim

« *Le problème des grèves de la faim poursuivies en prison par vingt-six extrémistes ouest-allemands n'est pas du ressort du gouvernement de Bonn* », a déclaré mercredi son porte-parole adjoint, Lothar Ruehl. En RFA, les prisons sont en effet de la compétence des différents « laender » (régions). Vingt-six extrémistes ouest-allemands poursuivent actuellement leur jeûne volontaire dans diverses prisons de la RFA pour réclamer une amélioration de leurs conditions de détention. L'un d'eux, Sigurd Debus, est officiellement dans un « état désespéré ».

TURQUIE
Mesures contre Ecevit

Les autorités militaires turques ont refusé à Bulent Ecevit, ancien chef de l'opposition turque, l'autorisation de quitter la Turquie. Ecevit, chef de la social-démocratie turque, avait demandé à pouvoir se rendre à Amsterdam pour participer à une réunion de l'Internationale socialiste.

INDE
Divergences avec Londres

Pendant deux heures et demie, les deux femmes premiers ministres de la Grande-Bretagne et de l'Inde, Margaret Thatcher et Indira Gandhi, ont longuement discuté mercredi après-midi de leurs divergences de points de vue sur la situation internationale. Margaret Thatcher est arrivée mercredi à New Delhi

Les deux premiers ministres ont été d'accord pour estimer que le problème afghan devait être résolu politiquement avec une approche réaliste. Mais, tandis que Margaret Thatcher justifiait le réarmement du Pakistan pour contenir la poussée soviétique, Indira Gandhi soulignait que le réarmement massif du Pakistan était une menace pour l'Inde et pour la paix dans le Sud asiatique.

Un couturier quatre étoiles

PIERRE CARDIN rachète Maxim's. L'acte de vente n'a pas encore été signé, mais cela devrait se faire dans les semaines qui viennent. Le couturier parisien a précisé : « *Si les choses se déroulent normalement, je deviendrai propriétaire des lieux le 4 ou le 5 mai prochain.* »

Cela fait déjà plusieurs années que Pierre Cardin cherche à étendre son empire à d'autres secteurs que celui de la mode, et il n'et pas le seul à procéder de la sorte. Il y a trois ans, il avait réussi à convaincre les propriétaires du célèbre restaurant — Louis et Maguy Vaudable — de lui permettre d'utiliser le prestige de l'enseigne du restaurant pour commercialiser une série de produits de consommation sélectionnés pour leur qualité. Sous la licence Maxim's, il avait ainsi distribué à tavers le monde divers produits de luxe : champagne, foie gras, vins, épicerie fine, vaisselle, linge de maison, des meubles et même une chaîne d'hôtels.

« *Pour moi,* dit le nouveau propriétaire, *c'est un peu comme le reflet de la haute couture sur le prêt-à-porter. Le restaurant maintiendra le prestige de la marque sur tous les produits distribués dans le monde.* » Cette acquisition n'est donc que la dernière étape d'une opéartion commencée depuis longtemps et qui permet au couturier parisien de passer du salon à la cuisine sans pour autant quitter le meilleur monde. On espère en tout cas que le nouveau restaurateur saura garder la ligne.

P. P.

Un fascicule sur la drogue

L'ORDRE national des médecins vient de publier à l'intention des généralistes, une brochure sur les drogues et dans laquelle sont rassemblées toutes les informations qui peuvent aider les praticiens à soigner les patients souffrant de toxicomanie.

« *Contrairement à une idée répandue,* est-il précisé, *la première rencontre avec la drogue ne concerne pas systématiquement le cannabis. La pratique nous a appris que près de la moitié des toxicomanes avérés ont commencé par une drogue dite dure : alcool, barbituriques, amphétamines et assimilés, opiacées dont, d'emblée et bien plus souvent qu'on ne le croit, l'héroïne et actuellement la cocaïne.* »

Les auteurs de ce fascicule présentent de façon très concrète les différentes drogues utilisées et les centres d'accueil spécialisés. Ils se livrent également à une étude sur les motivations des toxicomanes et précisent : « *On peut dire que dans un contexte chaleureux, structurant et sécurisant, il est peu probable qu'un adolescent aille au-delà de l'expérience d'une drogue dite douce.* »

Les auteurs, après avoir souligné le rôle défavorable joué par l'alcool, un contexte familial glacial, l'absence de communication, insistent sur l'importance du généraliste. Celui-ci peut avoir un rôle très efficace en multipliant les contacts avec l'adolescent et sa famille, en dispensant une information exacte sur les méfaits de la drogue. Ils déconseillent enfin tout recours aux médicaments à base d'opium ou de morphine.

Un nouveau test de grossesse

DANS les jours à venir, un nouveau test de grossesse dit *Réponse bêta* sera en vente. Selon les fabricants, il devrait permettre de déceler un résultat positif après un retard de règles de deux jours, donc à seize jours de la date de conception — soit un gain de trois à sept jours par rapport au délai prescrit par les tests existant depuis huit ans.

Le principe en est identique : on met en évidence l'hormone gonadotrophine chorionique sécrétée par l'œuf fécondé, et éliminé dans les urines. L'amélioration porte sur une sous-unité spécifique de cette hormone, ce qui confère une plus grande fiabilité (97 %).

Las! le bât blesse : le diagnostic ne concerne que les femmes normalement réglées, soit la minorité.

Le nouveau produit, qui ne nécessitera pas de prescription médicale, coûtera 76 francs, et ne sera pas remboursé par la Sécurité sociale. Il reste que le test dit « de la lapine » — vieux de trente ans —, effectué en laboratoire et sur ordonnance, demeure le plus fiable.

M.S.

La faute aux ghettos

Les conditions de vie des immigrés mises en accusation après deux drames

UN ouvrier turc de quarante-cinq ans, Kerem Korbulak, père de huit enfants, vient de succomber à ses blessures. Il avait été blessé par un de ses voisins de palier, qui lui avait porté plusieurs coups de tournevis au cours d'une dispute qui les opposait. Son agresseur présumé a pris la fuite en emmenant toute sa famille avec lui. Les deux hommes habitaient dans un quartier « réservé » aux immigrés, à Offemont, sur le Territoire de Belfort.

Au début du mois d'avril, un pensionnaire yougoslave d'un foyer d'immigrés dans le Doubs a été incarcéré après avoir blessé gravement le gérant de la résidence. Ce dernier, après avoir été hospitalisé, semble maintenant être hors de danger.

Dans les deux cas, l'agresseur est présenté comme un bagarreur, et l'événement est systématiquement ravalé au niveau d'un fait divers isolé. En ce qui concerne l'ouvrier yougoslave, Jean Mathiot, secrétaire général de l'AMAT, l'association qui gère plusieurs foyers semblables à Sochaux, nous a déclaré : « *Avant l'agression, cet ouvrier avait déjà déclenché une bagarre, qui lui avait valu de recevoir un premier avertissement. Il travaillait chez Peugeot et logeait ici depuis le début de l'année. Et beaucoup de résidents regrettent ce conflit avec la direction. D'autant plus que ce gérant est particulièrement sympathique et qu'il n'a jamais eu d'histoires avec les résidents.* »

Les représentants syndicaux CGT font, quant à eux, une analyse différente de ce conflit : « *Ces foyers constituent de véritables ghettos à l'intérieur desquels les travailleurs immigrés sont enfermés. Les règlements intérieurs sont draconiens et interdisent aux résidents de recevoir chez eux des visiteurs étrangers à l'établissement. Les organisations syndicales elles-mêmes y sont interdites. Les gérants s'arrogent des privilèges exorbitants et s'arrogent le droit de pénétrer dans les chambres à toute heure du jour et de la nuit. Dans ces conditions, il n'y a rien d'extraordinaire à ce que les résidents ne se sentent pas en sécurité à l'intérieur de ces foyers, dont l'accès est défendu par des chiens policiers. En fait, la situation y est très malsaine.* »

Sochaux compte sept foyers. Ils accueillent deux mille à trois mille travailleurs immigrés.



(Photo Frédéric Pitchal)

A Belfort, c'est dans une HLM que le drame s'est déroulé. Les deux travailleurs immigrés habitaient dans le quartier de l'Arsot, à Offemont, près de Belfort. Pour des raisons historiques, les immigrés ont tous été hébergés dans les mêmes quartiers, qui se sont transformés rapidement en ghettos où l'on entend rarement parler français.

De véritables quartiers réservés se sont peu à peu constitués, et le manque de structures n'aide pas leurs habitants à s'intégrer à l'ensemble de la population.

P.P.

Fuir, là-bas, fuir...

«Voyager est un acte politique», nous explique Jacques Maillot, directeur général de Nouvelles Frontières.

Une charte du tourisme a été signée récemment par Jean-Paul Soisson, ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs chargé du tourisme, et par un certain membre d'organisations professionnelles. Elle doit, selon le ministre, *« réaliser le passage d'une économie administrée à une économie libérale »*. L'Union nationale des organisations de tourisme et de plein air (UNAT), a refusé de signer ce texte, car *« il ne réduira pas les inégalités d'accès aux vacances et aux loisirs »*.

JACQUES MAILLOT, le directeur général de Nouvelles Frontières, troisième tour operator français après le Club méditerranée et Jet Tour, affirme n'avoir pas attendu cette charte pour agir. En effet, c'est depuis 1967 qu'il lutte pour la démocratisation du voyage, son accès pour le plus grand nombre. « *Il est indispensable, si les prix sont « libérés », d'avoir un contrepoids : un pouvoir consommateur très efficace.* »

Cet appel semble avoir été entendu puisque la publication de l'Union fédérale des consommateurs, *Que choisir*, a réalisé une fort instructive enquête. En comparant non seulement les tarifs aériens des différentes compagnies aériennes, mais également les prix offerts par une quinzaine d'agences de voyages. Pour une même destination, les prix varient du simple au double. *Que choisir* a d'ailleurs mis au point certaines propositions susceptibles de protéger le consommateur (*voir encadré*).

— Pourquoi n'utilisez-vous pas le circuit traditionnel des agences de voyages ?

Jacques Maillot. — Nous fabriquons et vendons nos voyages nous-mêmes. Sans intermédiaire. Pour le seul catalogue été, nous proposons aux consommateurs soixante-dix-neuf destinations et dix formules de voyage. Les avantages de ce système sont évidents. Ce circuit court permet d'économiser les commissions aux agences, dont nous faisons profiter les consommateurs. Et puis, nous, nous ne distribuons pas des catalogues, nous vendons un produit « fini », un voyage avec tout ce que cela comporte.

— C'est-à-dire ?

J. M. — Un client qui veut aller en Bolivie veut tout savoir sur la Bolivie. Nos vendeurs sont prêts à satisfaire leur curiosité légitime. Il y a des permanences quotidiennes, des réunions d'informations, où nous parlons de la situation sociale et politique du pays concerné. Nous avons également ouvert des bureaux à l'étranger. C'est aussi une façon de créer des emplois, et, dans la période actuelle, ce n'est pas à négliger.

J'ajoute que je suis partisan d'une décentralisation (voir *Combat socialiste* numéro sur la proposition de loi en ce sens présentée par le PS).

— Le transport aérien intervient pour une large part dans le prix du voyage. Air France et d'autres compagnies se sont souvent élevées contre votre politique de « casseur de prix »... Et démocratiser le voyage, c'est d'abord réduire son coût.

J. M. — En effet, démocratiser, c'est d'abord mettre le voyage à la portée du plus grand nombre sur le plan financier. Ce que nous avons essayé de faire. En ce qui concerne le tarif aérien, des accords IATA fixent le prix des billets pour l'ensemble des compagnies. Heureusement, la situation a un peu évolué. Pour vols vacances d'Air France, par exemple. Nous n'avons pas attendu M. Soisson pour établir des accords avec Air France et d'autres compagnies. Mais l'erreur d'Air France est d'opposer le vol régulier au transport à la demande, le charter. Il n'y a pas, contrairement à ce qui existe en Angleterre, de véritable compagnie de charters, en particulier de long courriers. Il y a là un marché potentiel qui a besoin d'être aidé, encouragé.

— Voyager intelligemment, cela s'apprend-il ? N'est-ce pas aussi un moyen de changer la vie ?

J. M. — Voyager est un acte politique. Approcher les conditions de vie des autres peuples, c'est aussi la possibilité de changer les rapports internationaux. De faire évoluer les rapports entre pays riches et tiers monde.

— Peut-on dire qu'il existe une politique socialiste du tourisme ?

J. M. — C'est ce que j'ai essayé d'exprimer. Dans les propositions de François Mitterrand, le temps de vivre est évoqué. C'est ce que j'appelle mon combat pour la démocratisation du voyage.

Propos recueillis par Jean GLEIZE

Le crime n'a pas payé

Les gangsters de la BNP ont tué un policier... et ont perdu le gros de leur butin.

Un gardien de la paix, Jean-Pierre Olive, a été tué par un gangster au cours d'un hold-up dans une succursale de la BNP à Paris dans le XVII[e] arrondissement. Après une folle course-poursuite, les malfaiteurs sont parvenus à échapper à la police. La victime et ses agresseurs étaient âgés d'une vingtaine d'années. Risquons-nous tous un jour de nous faire descendre bêtement ? Parce que des gens qui prétendent monter des coups avec sang-froid s'avèrent surtout capables de céder à la panique et de tirer sur tout ce qui bouge sitôt qu'un képi se profile à l'horizon ?

MERCREDI, 10 h 40, place des Ternes à Paris. A cette heure l'agence de la BNP est presque déserte : il n'y a qu'une demi-douzaine de clients au guichet. Soudain surgissent trois personnes arme au poing : deux hommes et une femmes âgés d'une vingtaine d'années.

Course poursuite

« Haut les mains, c'est un hold-up ! » Tout le monde s'aplatit sur le sol. Le caissier leur remet plusieurs sacs de billets quand une fusillade éclate dans la rue. Elle surprend visiblement les malfaiteurs qui se précipitent à l'extérieur : leur guetteur a pris peur en voyant déboucher place des Ternes un car de Police secours. Paniqué, il a tiré sur les policiers, blessant le chauffeur et atteignant mortellement Jean-Pierre Olive — un gardien de la paix de vingt-trois ans — au thorax et à la tête. Ce dernier touché par deux balles de calibre 11,43, décédera avant l'arrivée du SAMU. Le car était venu s'implanter sur les lieux dans le cadre du plan Bari (dispositif de barrage policier mis en place aussitôt que se commet une agression à main armée) : trente minutes plus tôt un autre hold-up a eu lieu dans une agence du Crédit agricole située non loin de là, rue La Boétie...

Affolés, les quatre malfaiteurs montent à bord de deux véhicules volés, une R 18 vert bronze, et une R 14 de couleur claire, et démarrent en trombe. Pris en chasse par un car alerté par radio, ils n'hésitent pas à mitrailler les policiers *« C'était la panique, tout le monde s'est jeté par terre »*, raconte un témoin. *« Tout s'est passé très vite* ajoute la propriétaire d'une pâtisserie voisine, *j'ai juste eu le temps de me coucher dans mon arrière-boutique. »*

Les dizaines d'impacts de balles retrouvés sur la façade de la banque et des immeubles voisins attestent de la violence des coups de feu échangés.

Un bout de butin

Une course poursuite s'engage dans les rues du XVII[e] arrondissement. A quelques centaines de mètres, une camionnette se met en travers de la rue Guersant pour tenter d'arrêter les gangsters. Pour s'échapper, ceux-ci tirent une nouvelle fois sur leurs poursuivants, ne blessant par miracle aucun passant. Les deux voitures se séparent. La R 14 parvient à disparaître dans le flot de la circulation, alors que tous les policiers du quartier sont sur les dents. Il est onze heures, la R 18, elle, entre bientôt en collision avec un taxi à Neuilly-sur-Seine, au coin de la rue du Château et de l'avenue Victor-Hugo. Les occupants de la R 18 jaillissent, se ruent sur le conducteur d'une Golf GTI, l'extirpent de son véhicule et repartent sur les chapeaux de roues.

Dans la R 18 abandonnée, les policiers de la Brigade de répression du banditisme, la célèbre BRD du commissaire Devos, découvrent un chargeur de mitraillette, un pistolet et une partie du butin, estimé à 11 millions de centimes. Les inspecteurs retrouvent également une perruque, ce qui laisserait supposer que la femme entraperçue à la BNP pouvait être un homme déguisé.

L'affolement de ces quatre jeunes gens prouve qu'il ne s'agit pas de braqueurs chevronnés. Ceux-là réfléchissent généralement à deux fois avant de tirer. Les auteurs du hold-up de la BNP ne semblent pas impliqués dans celui du Crédit agricole mais pourraient bien être responsables d'une attaque à main armée commise mardi au Crédit Lyonnais, boulevard Malesherbes, dans le même quartier.

Carine LENFANT



C'est dans ce car que le gardien de la paix a trouvé la mort.

Le chagrin et la colère

Très violentes réactions des syndicats de policiers

FASP-SNAPC

La police parisienne est à nouveau en deuil. Ce matin, un gardien de la paix a été lâchement abattu par des malfaiteurs alors qu'il se rendait avec le car Police secours sur les lieux d'un hold-up place des Ternes. La FASP et le SNAPC s'inclinent avec respect devant la dépouille mortelle de notre collègue et présente à sa famille, dans cette cruelle épreuve, leurs très émues et sincères condoléances. La FASP et le SNAPC ont à plusieurs reprises mis l'accent sur les insuffisances existant en matière de sécurité des policiers pour effectuer leur mission, et plus particulièrement dans la région parisienne. Le cercle infernal violence-répression est très souvent préjudiciable aux policiers. La détermination effroyable des gangsters témoigne de la fragilité de l'exemplarité des peines que d'aucuns pensent comme valeur déterminante.

La FASP et le SNAPC demandent aux pouvoirs publics, dans un premier temps, de recenser les établissements financiers qui n'offrent pas toutes les normes de sécurité suffisantes ; dans un deuxième temps, de prendre des mesures urgentes obligeant les groupements bancaires et financiers à des aménagements techniques appropriés, sans qu'il soit besoin de recourir à des renforts humains. La FASP et le SNAPC vont prendre rapidement contact avec les organisations syndicales représentant les personnels des établissements bancaires et financiers afin de mettre en place une action coordonnée pour imposer les mesures de sécurité efficaces.

CGT

« Un nouvel hold-up sanglant vient de se produire devant une agence de la BNP, à Paris ; un policier a été tué. Les fédérations des employés-cadres et de la police CGT tiennent une nouvelle fois à alerter l'opinion publique devant ce nouvel accroissement de la criminalité. Elles s'inclinent devant le policier abattu dans l'exercice de ses fonctions. Elles réaffirment la volonté de tout mettre en œuvre pour que des mesures efficaces de sécurité soient prises dans tous les lieux de manipulation d'argent. Cela passe par la mise en place rapide de moyens de protection efficace dans toutes les agences bancaires, mais passe également par une utilisation autre de la police qui doit être au service du citoyen et de sa sécurité, et non utilisée par le gouvernement et le patronat pour intervenir dans les conflits sociaux.

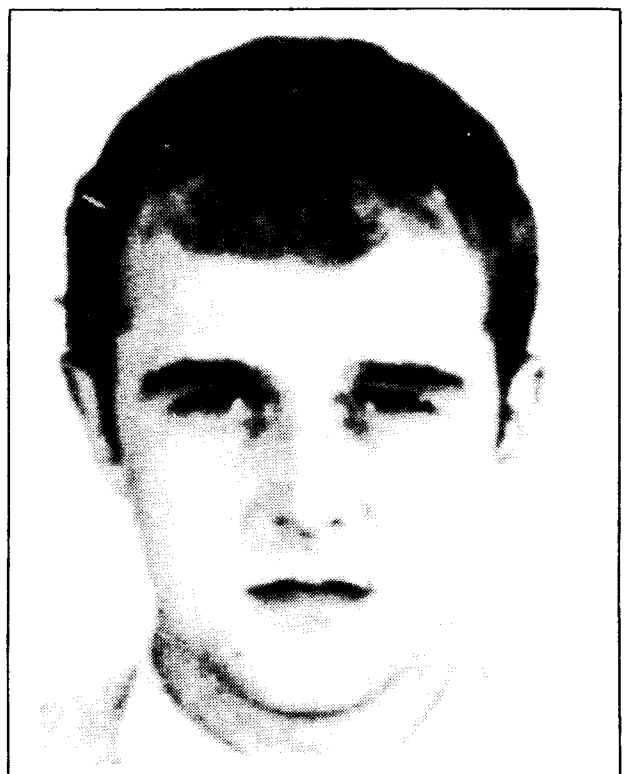
» Telle n'est pas la voie suivie aujourd'hui par les tenants du pouvoir. Ce drame le montre avec suffisamment d'éclat. Les deux fédérations exigent du gouvernement, du ministre de l'Intérieur, du patronat bancaire, des prises de décisions immédiates assurant la sécurité de tous, employés et cadres des banques, policiers et clientèle. »

CFDT

Jean Dubreuil, secrétaire général de la CFDT de la Police parisienne (en civil et en tenue), nous a déclaré :

« Nous pensons que l'intervention directe de la police ne peut que provoquer la prise d'otages et l'usage des armes à feu. Nous pensons que le signal d'alarme des postes de police reliés aux banques ne devraient motiver, dans un premier temps, que le départ d'une équipe en civil dans une voiture banalisée, dont le rôle ne serait pas l'intervention immédiate, mais le repérage, le renseignement et éventuellement la filature. L'intervention ultérieure aurait lieu dans un endroit où le public serait absent. Nous répétons que le choix de protection et des méthodes doit impérativement tenir compte de la vie des personnes.

» Dans le cas d'aujourd'hui, la présence du car de police était fortuite. On ne peut pas dire que la mission de police ait été mal conduite. Ce drame dépasse le cadre de la mission au plan technique de la police. Nous sommes en face d'une délinquance jusqu'au boutiste, entretenue par la société actuelle. La mort d'un jeune collègue nous touche de plein fouet, comme celle de tout travailleur, que ce soit un policier ou un ouvrier sur un chantier. »



Mort en service

Jean-Pierre Olive est le premier policier à mourir en service depuis le début de l'année. Agé de vingt-trois ans, ce gardien de la paix, entré dans la police il y a dix-huit mois, avait été titularisé le 1[er] mars dernier.

Il s'était engagé après avoir accompli son service militaire, et avait effectué un stage à l'école de Reims à partir du 1[er] octobre 1979. Affecté à la préfecture de police au commissariat du XVII[e] arrondissement, il s'était marié récemment.

En 1980, deux tentatives de hold-up contre des établissements bancaires avaient coûté la vie à deux gendarmes, le 30 septembre à Montrouge, dans les Hauts-de-Seine. Un brigadier de police avait été précédemment abattu, le 10 septembre à Rouen.

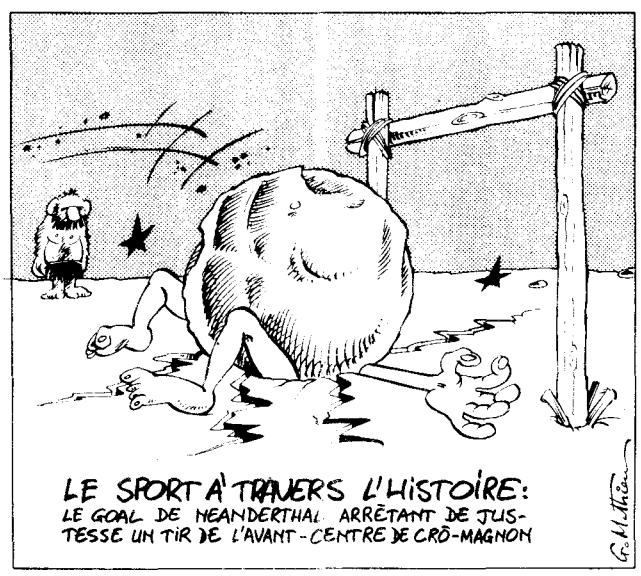
Jeux interdits

JOUERONT-ILS, ne joueront-ils pas ? Cette question d'apparence banale se pose aujourd'hui à propos des footballeurs de Pologne et d'URSS, qui devaient en découdre amicalement le 15 avril, à Varsovie, et ne l'ont finalement pas fait. Officiellement en raison d'un simple désaccord entre les deux fédérations sur la date de la rencontre.

Toute l'histoire des relations entre Soviétiques et Polonais ne tient certes pas dans ce match annulé. La question de savoir si les uns sont maîtres d'eux-mêmes ou simplement serviteurs des autres, en particulier, reste posée.

Ne croyez pas ceux qui nous accusent de toujours jeter de l'huile sur le feu. Après tout, à qui la faute s'il y a le feu ? Il n'empêche... Qui eût cru qu'un jour les formations sportives de deux pays frères ne pourraient même pas disputer une rencontre amicale ?

Jean WEBER



AU SPRINT

• **CHAMPION DU MONDE ET OLYMPIQUE** de judo, Thierry Rey a précisé à l'AFP qu'il refusait de prendre position en faveur d'un candidat à l'élection présidentielle, et que son nom soit utilisé à des fins électorales. Celui-ci était apparu sur une une liste de soutien au candidat du RPR, Jacques Chirac, la semaine dernière.

• **LE BELGE DANIEL WILLEMS** a remporté au sprint, mercredi, la Flèche wallonne, disputée entre Spa et Mons (240 km).

Classement : 1. Daniel Willems (Bel.), les 240 km en 5 h 49' ; 2. Adri Van der Poel (P-B) ; 3. Guido Van Calster (Bel.) ; 4. Sean Kelly (Irl.) ; 5. Stefan Mutter (Sui.), tous même temps.

• **LA GYMNASTE SOVIÉTIQUE** Elena Moukhina, victime d'une fracture de la colonne vertébrale l'année dernière peu avant les Jeux de Moscou, est toujours hospitalisée dans un établissement de la capitale soviétique, spécialisé dans le traitement des traumatismes de la moelle épinière, révèle mercredi l'agence Tass.

• **LA TCHÉCOSLOVAQUIE** a remporté une facile victoire face à la Turquie (3-0), mercredi à Istanbul, dans le groupe 3 de la zone européenne des éliminatoires du Championnat du monde de football 1982.

• **TENNIS DE TABLE. LA FRANCE A OBTENU UNE IMPRESSIONNANTE VICTOIRE** sur la Suède, 5-0, au cours de la deuxième journée du tournoi par équipes masculin des trente-sixièmes championnats du monde de tennis de table qui se disputent à Novisad, près de Belgrade.

• **FOOTBALL. LES MATCHES ALLER DES DEMI-FINALES** de la Coupe des Pays-Bas de football, joués mercredi soir, se sont soldés par deux matches nuls :
*PSV Eindhoven et Ajax Amsterdam, 2-2 ; *GO Ahead Eagles Deventer et AZ'67 Alkmaar, 2-2.

• **L'ITALIE A BATTU L'ECOSSE**, 2-0, et le Brésil est venu difficilement à bout de la RDA, 2-1, mercredi soir à Cannes, lors de la première journée du groupe B du tournoi international juniors de football.

• **TOTTENHAM S'EST QUALIFIE** pour la finale de la Cup d'Angleterre de football, et il sera opposé à Manchester City, vainqueur d'Ipswich. En Ecosse, Dundee Utd. s'est qualifié pour la finale en battant le Celtic 3-2.

• **HOCKEY SUR GLACE. LA TCHECOSLOVAQUIE ET LA SUEDE** ont fait match nul, 3 partout, pour le championnat du monde de hockey sur glace, mercredi soir à Goeteborg dans le groupe B. Périodes 1/0 - 1/0 - 1/3.

Les deux équipes qui terminent en tête du groupe B sont qualifiées pour la phase finale qui les opposera à l'URSS et au Canada.

• **LES RESULTATS DU TOURNOI** de tennis de Los Angeles, comptant pour le Grand Prix disputé mercredi, sont les suivants :

Walter Redondo (E-U) bat Rolf Gehring (RFA), 6-3, 6-3. Nick Saviano (E-U) bat Terry Moor (E-U), 6-1, 6-3. Sandy Mayer (E-U) bat Phil Dent (Aus.), 7-6, 7-6.

• **L'EQUIPE DE FRANCE DE HANDBALL** a battu celle d'Andalousie par 25 à 24 au cours de la Coupe latine.

Paris gagne sans séduire

Tandis que Saint-Etienne grignote un point à Nantes, les Parisiens possèdent encore une chance de jouer la Coupe de l'UEFA

En battant Laval 1-0 à Geoffroy-Guichard, les Verts ont pris un point d'avance aux Jaunes de Nantes, qui ont concédé le nul à Metz (2-2). A six journées de la fin du championnat, le suspense reste entier en tête du classement, tandis qu'en bas de tableau Nîmes (battu à Auxerre 4-2) et Angers (battu chez lui par Lyon 3-1) sont en situation désespérée.

Pour la Coupe de l'UEFA, rien n'est joué puisque Lyon et Paris-Saint-Germain (vainqueur de Tours 4-1, *voir ci-dessous*) se disputent toujours la place supplémentaire qui découlerait de la victoire de Saint-Etienne ou de Bordeaux en Coupe de France.



CINQ buts en une soirée, pourquoi ferait-on la fine bouche? Depuis le début de la saison, la moyenne du nombre de buts marqués par match tourne autour de 2,75, ce qui n'est pas beaucoup. Et, pourtant, les 25 000 spectateurs de PSG-Tours n'ont pas eu beaucoup d'occasions de s'enthousiasmer.

Après un premier quart d'heure très terne, haché par les coups francs, Paris n'avait aucune difficulté à prendre le dessus sur une équipe de Tours qui n'avait rien à perdre ni à gagner, et à la mi-temps PSG se retrouvait avec un avantage mérité de deux buts à zéro, Boubacar puis Dalheb ayant profité de deux fautes de la défense tourangelle.

La seconde mi-temps commençait en fanfare car, à la suite d'un superbe une-deux avec Rocheteau, Dalheb lobait Dusé, mal sorti. Mais ce n'était qu'un éclair dans la grisaille, puisque, en dehors d'un tir terrible de Fernandez sur la transversale et des deux buts marqués dans la dernière minute du match — un pour chaque équipe —, les vingt-deux acteurs n'ont pas montré grand-chose, à part une certaine hâte à ce que la saison se termine.

Tours n'était probablement venu ni pour gagner ni pour arracher le nul, et il est arrivé à ses fins. Seul Onnis se démenait pour marquer, tristement isolé dans la surface de réparation parisienne, et il réussissait tout de même (la marque du vrai buteur) à « planter » son but en profitant — encore! — d'une grossière erreur de la défense parisienne.

Au PSG, on a surtout remarqué Dahleb, toujours aussi clairvoyant dans ses ouvertures et auteur de deux buts, Dominique Rocheteau, qui semble tenir une grande forme, et Baratelli, toujours impeccable.

Cependant, malgré le résultat, Paris est apparu comme manquant de consistance et risque d'avoir de sérieux problèmes face à des équipes comme Ipswich ou AZ 67, s'il se trouve qualifié en Coupe de l'UEFA l'an prochain.

Pour cela, il faudra aux Parisiens de la chance, puisqu'il semble exclu de rattrapper Monaco, qui possède quatre points d'avance et un match en moins. Les Parisiens en sont donc réduits à espérer que Bordeaux ou Saint-Etienne gagnera la Coupe de France.

Enfin, l'arbitrage de M. Konrath ne devait rien faire pour améliorer cette rencontre entre les deux seules équipes qui ont battu, cette saison, Saint-Etienne à Geoffroy-Guichard. Oubliant de siffler les hors-jeu au départ (et non pas à l'arrivée) de la balle, distribuant généreusement des avertissements aux visiteurs, oubliant quasi systématiquement d'appliquer la règle de l'avantage, l'homme en noir a fait une sombre partie.

Frédéric KRIVINE

Carton rouge

QU'EST-IL donc arrivé à la pelouse du Parc des Princes ? Est-elle victime d'un méchant parasite ? N'a-t-elle pas été entretenue depuis plusieurs semaines ? Les spectateurs... et les joueurs de la rencontre PSG-Tours étaient en droit de se poser des questions.

Mais si on regarde de plus près ces larges taches jaunâtres, des lettres se forment, qui elles-mêmes forment trois mots : « Jacques Chirac président ». *Ce sont là les marques laissées par la « grand-messe » de samedi dernier.*

Mais quel est ce joueur qui se veut « nouveau » au point d'en être persuadé ? Il y a sept ans, il était le capitaine de son équipe. Durant deux années, il s'est parfaitement entendu avec son entraîneur en appliquant les consignes de jeu à la lettre. Un jour, il l'a quitté, mais sans jamais rejoindre une équipe adverse. Quand son ancien manager avait besoin de ses services, il n'a jamais manqué de lui apporter son soutien.

L'entraîneur arrive maintenant en fin de contrat. En dépit de résultats catastrophiques, il aimerait bien être reconduit dans sa fonction. Mais Chirac est sur les rangs, en faisant croire qu'il veut changer les orientations de jeu. Nous savons que cela est faux puisqu'il n'a jamais désavoué son dirigeant par des actes véritables. En réalité, il veut devenir entraîneur à la place de l'entraîneur, comme d'autres calife à la place du calife.

Félix CHIOCCA

Monaco perd son prince

Sans Bjorn Borg, le tournoi de Monte-Carlo ne manque pas de prétendants

BJORN BORG, le second prince de Monaco, est réduit, depuis mardi, au simple rang de spectateur. Cet état de fait ne suscite pas uniquement le bonheur des amateurs de sensations, mais également celui de ses adversaires monégasques. Quatre joueurs ont dû, en effet, faire de beaux rêves : l'Américain Jimmy Connors, l'Argentin Guillermo Vilas, l'Italien Adriano Panatta et le Français Yannick Noah.

Ces petits étourneaux, encore effrayés hier par l'épouvantail suédois, se sont senti pousser, l'espace de trois petits sets, des ailes de rapace... Connors pense enfin tenir sa grande victoire sur terre battue.

Borg out, Jimmy s'impose comme l'homme à battre. Pour sa part, Vilas, auréolé de son succès à Houston, voudrait faire taire ses détracteurs, qui l'ont, à son goût, un peu trop vite enterré.

Le troisièle larron, Panatta, est lui aussi en droit de prétendre à la victoire puisqu'il a sorti Pecci, lui-même « tombeur » de Borg.

Noah, pourquoi pas ?

Noah, qui constitue le dernier outsider, se sent déjà une âme de conquérant. Le doublé Nice-Monte-Carlo serait du plus bel effet dans son palmarès. Hélas ! il rencontrera en quart de finale Connors. Souvenirs, souvenirs... En effet, cette affiche avait défrayé la chronique, l'an dernier à Roland-Garros.

Aujourd'hui, les joueurs se sentent donc soulagés d'un grand poids, et affichent des ambitions jusque-là secrètes. Fini le temps des doutes et des « On va essayer de faire un truc... », ils sont devenus des gagneurs. Mais le resteront-ils? Malgré le début de saison un peu hasardeux du champion du monde, le complexe Borg n'est toujours pas surmonté. Pour ces joueurs en mal de grands trophées, il faudra donc se dépêcher avant que le Suédois ne reprenne la place de choix qui lui est due.

Philippe BALLAND

AU JOUR LE JOUR

Ces pauvres Belges!

par Gabrielle ROLIN

SI les Belges n'existaient pas, il faudrait les inventer, tant leurs malheurs tombent à point pour nous distraire des nôtres. Notre économie file un mauvais coton, la leur court à la catastrophe. Avec un taux de chômage de 9,1 % et un déficit qui dépasse les 28 milliards (de nos francs), ils « savent plus tenir », comme disent les Bruxellois.

Quelle aubaine pour les candidats de la majorité sortante, qui, en réponse à nos doléances, ne se lassent pas de répéter : « *Voyez nos voisins. Voilà ce qui arrive quand on met des socialistes au pouvoir!* » Inutile de mentionner les sociaux-chrétiens, inclus dans l'ancienne coalition gouvernementale. C'est la gauche, toujours la gauche, qui doit faire figure de repoussoir. Et l'on va jusqu'à prêter au patronat d'outre-quiévrain ce vœu téméraire : « *Ah, si nous avions un Raymond Barre!* » Patience, le nôtre sera libre dans quelques semaines. Nous le leur céderons bien volontiers. A une condition : qu'ils le gardent!

Mais qu'est-il arrivé aux Belges? Hier, ils servaient de tête de Turc aux chansonniers parisiens. L'esprit ne volait pas plus haut que les frites dont on se plaisait à les bombarder, mais quel bonheur pour les Dupont-la-Joie d'avoir trouvé, inventé, plus nigauds qu'eux!

Je me souviens d'un restaurant de la Côte d'Azur qui refusa sa bouillabaisse à des touristes flamands sous prétexte que « *ces gens-là ne mangent que des patates* ». Et ils ont osé se fâcher! A croire qu'ils sont aussi teignes que les Corses, les Bretons, les Basques, les autres... Maintenant, ils tendraient leur assiette et l'on refuserait d'accepter leurs francs menacés de dévaluation.

« *Ça peut pas rester continuer à durer* », protesterait le roi Baudouin s'il parlait comme ses sujets. Avec lui, ceux-ci se lassent de la pitié dont l'équipe giscardienne les accable. A y regarder de près, notre bilan leur paraît sentir le roussi. « *Le monde entier nous l'envie* », répète M. Giscard d'Estaing, ce qui, par un juste retour des choses, déchaîne les rires dans tous les estaminets de Bruxelles.

METRO

Un opéra de Jules Verne au centre de la Terre

EN débouchant dans la grand hall de la station Auber, à Paris, les usagers du RER ont eu la surprise d'entendre lundi à l'heure de pointe, non plus les échos de quelque musicien à la sauvette, mais ceux d'un orchestre au grand complet. Le cercle, autour du podium, s'est aussitôt élargi. Et, malgré le ronronnement des rames, quelques appels intempestifs au haut-parleur, le va-et-vient des techniciens de la télévision — en place pour la circonstance —, la musique de Jacques Offenbach a fait revivre une seconde fois *le Voyage de la Terre à la Lune*, sur un argument de Jules Verne.



Encore un concert dans le métro parisien : l'offensive de charme de la RATP se poursuit. (Photo Frédéric Pitchal)

L'ensemble instrumental Robert Bogdali, formation baroque*, ainsi que trois chanteurs, Mmes Zahou, soprano du Grand Théâtre de Metz, Le Nain, soprano de l'Opéra d'Angers, et M. Marty, baryton de l'Opéra de Rennes, se sont évertués, la joie au cœur, à apporter un peu de musique dans les souterrains de la cité.

Cet effort vaut à lui seul tous les vivats de l'Opéra de Paris. Le public, presque improvisé, qui avait pris place sur les quelques rangées de chaises appartenait non seulement au « troisième âge », et à l'espèce des nostalgiques de l'opérette, mais également au groupe des jeunes habitués du Palais Garnier.

Beaucoup d'Africains, debout, prêts à passer la nuit, écoutaient, béats, les couplets du *Roi V'lan* ou bien *Nous marchons à un train d'enfer*. Le récit des tamponnements et des accidents spatiaux n'a apparemment bouleversé personne. Même pas le directeur du métro, venu dire un petit mot à la fin du concert.

Pierre G. BREANT

** Il interprète dans les mêmes lieux, les 16 et 17 avril à 17 heures, des œuvres de Bach, Corelli, Vivaldi, Telemann, Stradella.*

EN POCHE

«Le Troisième Anneau», de Costas Taktsis

SI vous voyez la Grèce en bleu ciel et bleu marine, ajourée de colonnades à l'harmonie limpide, ou si vous ne connaissez d'elle qu'un sol sacré où prospéra la quintessence du génie classique, c'est que vous avez oublié le truculent Aristophane.

Il vous faut donc lire Costas Taktsis, jeune auteur dont *le Troisième Anneau* est le premier roman, joliment préfacé et traduit par Jacques Lacarrière. Roman grec, s'il en fut, bien qu'écrit en Australie.

Il vous présente des familles déchirées, des meurtres crapuleux, des récriminations mesquines magnifiées en malédictions homériques, une Grèce sauvage, hantée par les cris des pythies en transe et des bacchantes furieuses, une saga familiale, déclamée par deux marâtres.

Mais le véritable héros de ce récit semble être un Verbe ivre de sa puissance imprécatoire, et dont le flot rapide et tumultueux remonte un à un les défilés de la mémoire à la recherche d'un temps perdu et déjà légendaire. Est-ce assez pour affirmer que Proust, Joyce et Lowry ont façonné ce regard impitoyable porté par un Grec sur les siens?

J.B.

• Le Troisième Anneau, *par Costas Taktsis. Coll. Folio, 373 pages.*



Le Crownest Trio au Théâtre de la Ville

FORMÉ par trois danseurs venus d'horizons différents (Martha Clarke, Félix Blaska et Robert Barnett), le Crownest Trio présente jusqu'au 25 avril, au Théâtre de la Ville, à Paris, une série de chorégraphies inspirées de divers courants culturels. Au programme : *Nocturne, Fallen Angels* et *Haiku*, création dépouillée et ritualisée en référence à la danse japonaise, sur une musique de Crumb, dans un environnement imaginé par Mark Litvin.

EN COULISSE

Littérature sur Radio 7, à Paris

Radio 7 lance une nouvelle émission. Elle s'appelle « Point-virgule » et traite de littérature. Un vendredi sur deux, de 19 heures à 19 h 30, Luc Evrard et Didier Goux passent en revue les nouveautés romanesques de la quinzaine et vont à la rencontre des librairies parisiennes originales. Le ton est vif, parfois irrespectueux. Une initiative intéressante.

René Clair à Epinay

Une place René-Clair a été inaugurée mercredi dernier, à Epinay, au centre de l'agglomération. C'est dans les studios de la petite ville, alors haut lieu du cinéma français, que René Clair a réalisé ses premiers films parlants.

Bons baisers de Russie

Le quotidien soviétique *Sovietskaïa Rossia*, a fait récemment un vibrant plaidoyer contre l'éducation sexuelle et les sexologues, appelant les Soviétiques à préserver « *leur timidité naturelle* » à l'égard des problèmes du sexe.

« *Si l'on donne trop de liberté aux sexologues, ils viendront bientôt assister aux nuits de noces pour donner leurs directives aux jeunes mariés* », a-t-il affirmé.

Prenant l'exemple de l'Occident en matière de sexologie, le quotidien s'est déclaré convaincu que l'« *on peut très bien se passer des sexologues* ».

La meilleure preuve, en est, selon *Sovietskaïa Rossia*, qu'à l'Ouest, où « *les jeunes sont des spécialistes des problèmes sexuels, les divorces, les maladies vénériennes et la prostitution subsistent* », comme du reste « *la toxicomanie, la violence et les meurtres* ».

« *Pendant des siècles, nous nous sommes passés des sexologues,* poursuit le journal; *nous n'en sommes pas morts pour autant, et nous avons su préserver notre chasteté.* »

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

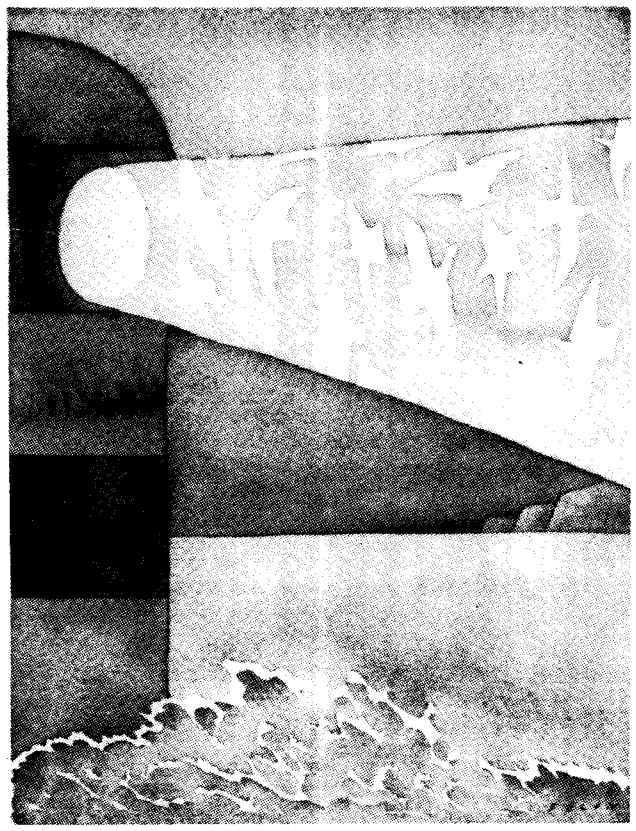
Puteaux. Variétés : *Les Compagnons de la chanson*. Théâtre des Hauts-de-Seine. Le 17 avril.

Rennes. Théâtre : *Oncle Vania* de Tchékhov, présenté par le théâtre du Bout du Monde. Mise en scène de Robert Angebaud. Théâtre de la Parcheminerie, à 20 h 45. Jusqu'au 30 avril.

On recherche

Demande **article sur l'histoire sociale ou politique régionale** pour publication dans la revue *Mémoires*. Pour tous renseignements, écrire à *Mémoires*, 2, rue de l'Horloge, 82000 Montauban.

J'ai lu dans une fête du PS (Andrézieux en 1975, je crois) une **citation de Sartre** donnant une définition de l'homme cultivé, disant en substance que ce n'est pas celui qui lit un auteur latin dans le texte, mais celui qui sait se situer dans notre époque et dans notre monde. Je serais heureux d'en retrouver le texte exact. S'adresser à Jacqueline Geneyton, 23, rue Schweitzer, 42130 Boën.



«Le Gardien de phare aime trop les oiseaux».

Folon: un poète de l'absurde et des couleurs

TOUT autour de la Terre, tout autour du Soleil, de petits bonshommes volent et s'envolent, balayés par le temps... Vous êtes habitués au générique d'Antenne 2; vous connaissez donc un millième de l'univers imaginaire de Jean-Michel Folon.

A moins que vous n'ayez aperçu l'une de ses œuvres dans *le Nouvel Observateur, l'Express, Time,* ou que vous n'ayez feuilleté l'œuvre de Jacques Prévert ou *les Chroniques martiennes* de Ray Bradbury, illustrées par ce poète de l'absurde et des couleurs. Une interprétation plus qu'une illustration, comme l'explique Folon, car *« chaque poème, chaque texte, n'est-il pas le point de départ pour autre chose ? »*

Une exposition « Images pour les mots », rétrospective quasi complète des livres auxquels le peintre et dessinateur a ajouté une seconde âme, nous est proposée actuellement par le Centre culturel de la Communauté française de Belgique. Il faut dire que Folon est né à Bruxelles.

La ballade dans ses aquarelles et eaux-fortes n'est pas sans laisser notre esprit emprunt de taches de couleurs et d'images. Les traits parfaits qui gravent la pureté et l'absolu de *l'Inutile Beauté* (Guy de Maupassant), éclairées de bleu acier, de gris et d'orangé pâle, font un pied de nez aux espèces de mille-pattes rouge sang, roulant à bicyclette ou s'accrochant le long des immeubles, qui évoquent *la Métamorphose* de Franz Kafka.

« Quelque chose en moi m'empêche d'être masochiste, de parler des choses laides, d'une manière laide, dit Folon. *C'est comme pour la poésie. On entre dans le poème parce qu'il est fait des mots les plus beaux, tandis qu'à l'intérieur on peut y dire ce qu'on veut. »*

Et de quoi parlent-ils, ces dessins, derrière ce rideau de fraîcheur, de naïveté et d'humour? De l'absurdité de la vie, du temps qui s'égrène inexorablement, de la solitude... Lewis Carroll, Boris Vian, Guillaume Apollinaire, Jorge Luis Borgès sont aussi au rendez-vous.

Une sacrée ballade, donc, animée, de surcroît, par des montages audio-visuels. Mini-rêves, soutenus par les musiques de Michel Colombier et Steve Kahn, qui vous font vagabonder davantage dans le monde de ce magicien, où les bateaux à vapeur fument dans les tasses de café au lait, où les hommes ont pour visage des cœurs gros comme ça..., où *« les choses sont faites pour s'envoler, pour vivre leur propre vie »*.

Originalité, richesse, générosité à l'image de l'artiste, âgé de quarante-sept ans, qui, depuis 1967, réalise exposition sur exposition en France, aux Etats-Unis, en Belgique, en Italie, en Suisse, au Japon, et passe de la création d'affiches à la peinture à la gravure, et au cinéma. En tant qu'acteur, il a participé à des films de Michel Polac, de Maurice Dugowson, de Michel Vianey et de Yannick Bellon.

Comme quoi la multiplicité et la pluralité alimentent le talent.

Mireille DUMAS

• *Centre culturel de la Communauté française de Belgique, place Beaubourg, à Paris, de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 juin.*

EXPOSITION

André Raffray en quête d'identité

ANDRE RAFFRAY aime-t-il la peinture ? Il ne le dit pas. Par contre, il dit aimer le paysage et l'histoire de l'art. Il se veut artisan, obsédé de photographie et — surtout — fétichiste.

Tout a commencé en 1975, au moment où il travaillait à douze gouaches retraçant la vie de son confrère Marcel Duchamp. Sur la première, Marcel à quinze ans peignait une vue de l'église de Blainville-Crevon. Et c'est en représentant à la fois la véritable église et celle de la toile que Raffray a pris conscience de ce fétichisme particulier qui l'attache à l'histoire de l'art.

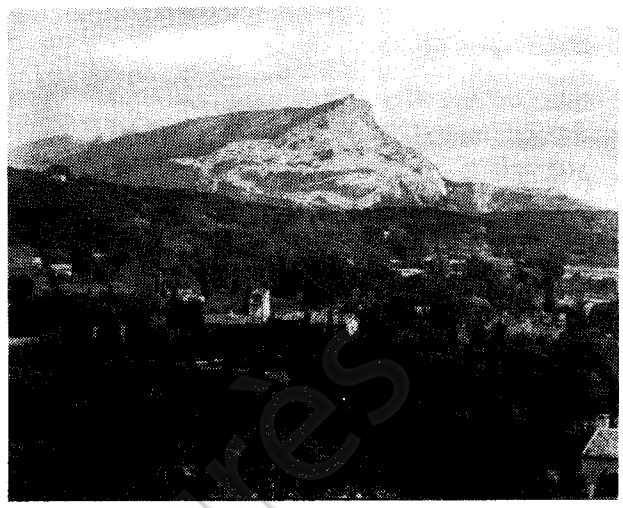
Ce qui l'intéresse, c'est la présence physique de l'artiste, l'emplacement exact de son chevalet. Il est aussi ému (et peut-être même plus) devant l'escabeau que l'on voit encore dans l'atelier de Cézanne que par les œuvres de l'artiste. Aussi, plutôt que de rêver et travailler sur les créations des autres (comme Manet l'a fait avec Giorgione ou Picasso avec Velázquez), Raffray rêve sur leurs sujets, sur les paysages mêmes qui les ont inspirés.

Sa technique est précise et minutieuse, lente, méthodique, bref, artisanale. Il sélectionne des noms et des lieux : Cézanne, *la Montagne Sainte-Victoire ;* Seurat, *l'Entrée du port de Honfleur ;* Monet, *Etretat ;* etc. Il va vérifier sur place si le site a changé ; il tente de se mettre, dit-il, *« dans les conditions exactement similaires à celles qu'ils choisirent un jour pour une toile donnée »*.

Non sans mal, parfois : à Collioure, il lui a fallu frapper à toutes les portes pour trouver le balcon précis où Matisse s'était installé pour voir l'église. A Domburg, il parvint à s'accouder au même pan de mur que Mondrian. A Etretat, il attendit un crépuscule de février pour que la mer soit ridée et que de grands nuages voilent le soleil.

Alors il prend une photographie, la projette sur sa toile, dessine minutieusement — à la mine de plomb — chaque détail, enfin reprend le tout à la peinture à l'huile. Toujours méthodique, il part de l'angle supérieur gauche et couvre centimètre carré par centimètre carré (au mépris de toutes les bonnes règles), comme il ferait une tapisserie, sans jamais revenir sur ce qu'il a déjà peint.

On croyait avoir épuisé toutes les interactions possibles entre peinture et photographie, de Delacroix et de ses daguerréotypes aux œuvres purement photographiques de Christian Boltanski, en passant par Corot et ses clichés-traits, Degas et ses cadrages, Vuillord et son Kodak, les hyperréalistes et leurs diapositives.



La montagne Sainte-Victoire de Cézanne.

Il en restait encore une : celle qui consiste à produire une toile à partir de la photo du site qui a servi de modèle à un prédecesseur célèbre. *« Lier ma propre création à des créations antérieures, et illustrer, sans pour cela y perdre quoi que ce soit de mon identité. »*

Encore que le passage par tous ces intermédiaires mette quelque peu en question toute sorte d'identités. Raffray intitule ses toiles du nom de leur modèle, suivi du nom du peintre : par exemple *l'Eglise d'Auvers-sur-Oise de Van Gogh*. L'église d'Auvers existe-t-elle ? Il semble que oui, puisqu'il l'a photographiée. Il semble que non, puisque c'est seulement celle de Van Gogh. Alors, où est l'autre ?

OBLOMOV

• *Centre Georges-Pompidou, à Paris, jusqu'au 4 mai.*

L'aristocratie fragile de Gainsborough

L'ECOLE anglaise du XVIII[e] siècle n'a pas eu jusqu'à maintenant un pouvoir d'attraction bien puissant sur les foules françaises. Pourtant, jusqu'au 27 avril, le Grand Palais va drainer celles des grandes rétrospectives : c'est que, avec Gainsborough, il s'agit moins d'un style que de l'un des trois peintres les plus familiers aux Anglais (les deux autres étant Turner et Constable). Cette exposition nous vient, en effet, tout droit de la Tate Gallery de Londres : quelque cent vingt œuvres, dont des dessins et gravures.

Comment, en portraiturant sur commande la « gentry », dans la ville d'eau de Bath puis à Londres, ce fils de drapier a-t-il atteint une notoriété qui, deux siècles plus tard, fait encore entendre sa musique douce dans nos palais nationaux ? Il rêve et fait visages et paysages à l'image de son rêve ; il peint l'Angleterre comme elle n'est pas, et, pourtant, il fait « ressemblant », *« La ressemblance, dit-il, est la beauté et l'intention principale d'un portrait. »*



Etude de femme pour *the Richmond Water Walk.*

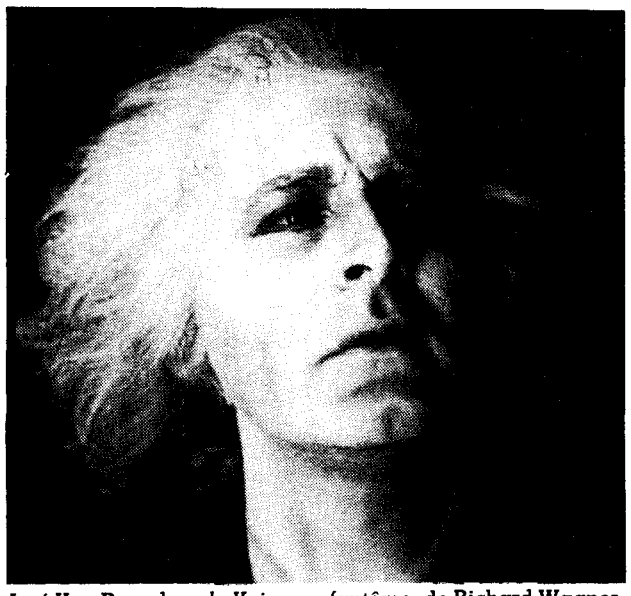
Mais, en caressant le soleil couchant, il raconte aussi que le paysage est fait pour mettre l'homme en valeur ; que celui-ci peut y être bien petit (alors que les portraitistes conventionnels font la place principale au sujet) ; que le paysan, quand il revient du marché, courbé sur sa monture, se confond avec la nature.

Il dit que l'aristocratie est fragile de chair, qu'elle a le pied menu, le cou un peu raide par apprentissage et qu'il n'y a pas trop de gazon, de nuages-arbres, d'arbres-nuages et de feuilles-dentelles pour capitonner son coffret. La solennité a pris du recul ; ladies, lords et révérends affichent, dit-on, un « naturel » qu'on ne leur connaissait pas en peinture jusque-là. Posés sur le paysage, ils ont parfois de la marionnette la raideur et la légèreté.

Gainsborough dit, d'un satin fragile, d'un voile arachnéen, d'un chapeau un peu haut perché, que l'équilibre du monde est instable. La bienveillance générale du peintre ne pouvant faire retenir une intention, faut-il y voir une prémonition (Gainsborough est mort en 1788) ? Il rend les vibrations subtiles d'une époque qui s'éteint, le feuillage frissonne encore de toute sa fraîcheur tandis que déjà de nouvelles racines font leur chemin à bas bruit.

Ce qui est sûr, c'est que son œuvre souffle une petite brise du futur. S'il a du XVIII[e] siècle la grâce légère, imperceptiblement il griffe la toile, il la strie, il la touche d'une façon nouvelle où point l'impressionnisme. Tout se passe en douceur ; la magie l'emporte sur l'incongruité, la Cour est ravie. A la fin de sa vie, dans la plénitude de son expression (*Madame Sheridan, Chiens pourchassant un renard),* les courbes de la langueur, les poses mélancoliques, l'unisson avec la nature préfigurent le romantisme.

NEMO



José Van Dam dans *le Vaisseau fantôme*, de Richard Wagner. Vendredi 17, sur TF1, à 21 heures. (Photo Colette Masson/Kipa)

Jeudi 16 avril

22 h 00 — Les grandes expositions. Gainsborough.
Emission de Jacqueline Plessis.
Un peintre anglais du XVIII[e] siècle qui se consacra principalement à la réalisation de portraits. Précieux et délicat.

22 h 30 — Violences et paroles.
Emission de Michel Farin.
Une réflexion sur la violence dans le comportement des individus. A partir des dessins d'un enfant autique, un psychanalyste montre l'importance de la violence et de la parole.

19 h 45 — Journal et campagne électorale.

21 h 05 — Jeudi cinéma : Catherine et Cie.
Film de Michel Boisrond (1975). Avec Jane Birkin, Patrick Dewaere, Jean-Claude Brialy, Jean-Pierre Aumont, Henri Garcin.
Jeux et concours. Interroqation orale sur les films interprétés par Michel Simon. Magazine : l'actualité du cinéma.
Catherine, une Anglaise godiche, débarque à Paris. Ne sachant pas où loger, elle s'installe successivement chez des messieurs qui ne la laissent jamais dormir en paix. Survient Patrick Dewaere, alias Gueule d'amour...

20 h 30 — Campagne électorale.

20 h 50 — Simplet. Film de Fernandel et Carlo Rim (1942).
Avec Fernandel, Andrex, Henri Poupon, Milly Mathis.
Simplet est un fada qui porte bonheur. Alors, malheur au village de Miéjour, qui ne s'en est pas rendu compte et l'a chassé ! La Cigale, une jeune fille dont Simplet était amoureux, est envoyée par le village contrit, pour récupérer son fada fétiche.

Vendredi 17 avril

13 h 00 — Campagne électorale.

20 h 20 — Campagne électorale.

21 h 00 — Le vaisseau fantôme.
Opéra de Richard Wagner, enregistré à l'Opéra de Paris. Mise en scène de Jean-Claude Riber. Réalisation : Jean Hennin. Avec José van Dam, Robert Schunk, Hildegard Behrens, Norbert Orth, Linda Finnie, Peter Meyen.
Un livret inspiré d'une vieille légende de Heine.

12 h 30 — Journal et campagne électorale.

19 h 45 — Journal et campagne électorale.

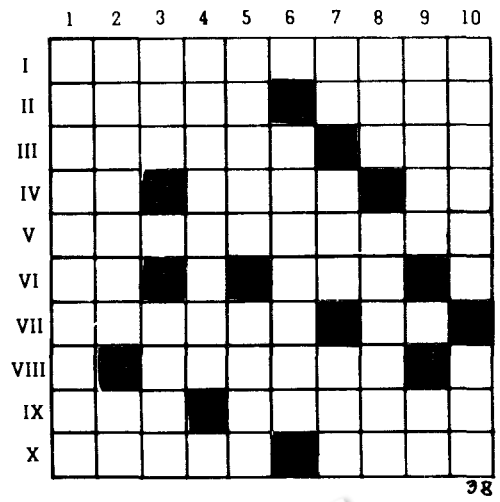
22 h 00 — Apostrophes.
Emission de Bernard Pivot. Réalisation : François Chatel.
Pardonner à ceux qui nous ont offensé ? Le pardon, base de la plupart des grandes doctrines morales.
Avec Nicole Avril : *la Disgrâce* (Albin Michel), un roman sur la laideur ; Jean de Beer : *l'Aventure chrétienne* (Stock), trois siècles de chrétienté ; Jean Mialet : *le Déporté* (Fayard). (Peut-on pardonner à ceux qui ont voulu l'extermination ?) ; Bernard Lambert : *Coucher de soleil* (Hallier-Albin Michel). (Le cancer un calvaire) ; Mgr Paul Poupard : *le Pape* (PUF) ; Louis Sala-Molins : *Dictionnaire des inquisiteurs* * (Galilée).
* *Voir articles de Claude Broussouloux dans* Combat socialiste, *n° 1, du 25 février 1981, et n° 27 du 2 avril 1981.*
Ciné-club. Mais où est donc Ornicar ? 23 h 30 — Cycle jeune cinéma français. Film de Bertrand Van Effenterre (1978).
Avec Géraldine Chaplin, Brigitte Fossey, Didier Flamand, Jean-François Stévenin, Anna Prucnal.
Isabelle mène une enquête sur la communication humaine ; Anne est chef d'atelier dans un garage. Comment les enfants de Mai 68 supportent aujourd'hui leurs trente ans.

20 h 30 — Campagne électorale.

20 h 50 — Le nouveau vendredi. La montagne apprivoisée.
Emission d'André Sabas. Reportage de Jean-Jacques Mauriat. Réalisation Daniel Martineau. Avec la participation des directeurs des services des pistes : André Martzolf (La Plagne), Jeannot Cattelin (Les Trois Vallées), Jean-Pierre Vorget (Valmorel).
De 1968 à 1980, le total des risques courus par les skieurs sur les pistes a été divisé par quatre. Les pistes ; la prévention ; le secourisme.

21 h 50 — La sagesse de la terre. La mort et la Bretagne. Téléfilm écrit et réalisé par Michel Sibra.
Avec la participation de Jeanne Cartier, Jean Markale, historien des Celtes ; Jean Berthou, chercheur au CNRS ; Pierre Gondard, Emilien Tessier, Pierre-Olivier Scotto, comédiens, et Gwenc'Hlan Le Scouezec, auteur du *Guide noir de la Bretagne mystérieuse.*

Mots croisés Par Lionel



PROBLEME N° 38

Horizontalement. — I. Figure en bonne place sur la carte. - II. Cernent certains quartiers. Sacco ou Vanzetti. - III. Garniture de lit. Tient au ventre. - IV. Pronom. Foudres. Le neuf sort régulièrement. - V. Se marque rarement dans le camp adverse. - VI. Lac des Pyrénées. Terre. - VII. Se conduit en fille légère ou en tôlier. Ne craint guère qu'on lui fasse barrage. - VIII. Vit débarquer toute sorte d'espèces. - IX. Base d'envol. Langue de terre. - X. N'honore pas ses saints. C'est une chance.

Verticalement. — 1. Sans effet sur une boule de billard. - 2. Morceau de bœuf. Personnel. - 3. Roi d'Israël. C'est normal qu'il trotte par la tête. - 4. Peut vous échauffer les oreilles même si vous goûtez sa conversation. - 5. Passage. Mange comme un cochon. - 6. Ils sont mis à pieds. - 7. Note. Fait passer le goût du pain. Ville de Belgique. - 8. Nourrit un bambin qui délaissa plus tard le régime lacté. Massif dans le Midi. - 9. On n'y passe pas sans mal. Point stable. - 10. Limitent un champ. Fit des progrès pour son âge.

SOLUTION DU N° 37

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	N	A	R	C	H	I	S	T	E
II	L	I	M	E	■	I	D	■	■	L
III	P	H	I	L	O	S	O	P	H	E
IV	H	I	■	A	R	T	I	C	L	E
V	A	L	A	T	■	O	N	■	M	■
VI	B	I	■	I	V	R	E	S	■	O
VII	E	S	S	O	■	I	S	E	U	T
VIII	T	T	■	N	I	E	■	U	N	E
IX	■	E	U	■	R	E	P	L	I	E
X	A	S	T	I	■	S	U	E	E	S

57

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
***« COMBAT SOCIALISTE »*, 5 jours**
***« L'UNITÉ »*, hebdomadaire, le 6[e] jour**

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

SELECTION RADIO

Jeudi 16 avril

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 — Musique à découvrir.
En direct de l'auditorium 105 de Radio France. Dowland : « What if I never speed ? » Ferrabosco : « Pavano », « Fantasia ». Legrenzi : « Non c'e che dire ». Monteverdi : « Maledetto sia l'aspetto ». Robinson : « The Queen's Gigue ». Purcell : « O solitude ». Ridout : « Four love songs ».

FRANCE-CULTURE

20 h 30 — Iémon ou le flot divisé. Pièce de Tsuruya Namboku. Réalisation : Jean-Pierre Colas (première partie).
Avec Daniel Ivernel, Jean Leuvrais, Jean Topart, Anne-Marie Coffinet, Catherine Sellers, Rosine Favey.
Une des plus célèbres pièces de fantômes du théâtre Kabuki ; plusieurs intrigues s'entrecroisent, pleines d'humour et de sang.

Vendredi 17 avril

FRANCE-MUSIQUE

9 h 02 — Le matin des musiciens. La musique religieuse de Stravinski.
Emission d'André Boucourechliev.
« Double canon in memoriam Raoul Dufy ». « Id est lamentationes Jeremies Prophetae ». Chœurs de la Schola Cantorum de New York. Direction : Stravinski.

20 h 45 — Le vaisseau fantôme. Opéra de Richard Wagner.

FRANCE-CULTURE

20 h 00 — Asolo. Musica au balcon de l'Europe. Ou du rêve à l'action.
Emission de Françoise Favier.
Asolo, petite ville des collines de Vénétie, a été réveillée par une association de musique.

Combat
SOCIALISTE

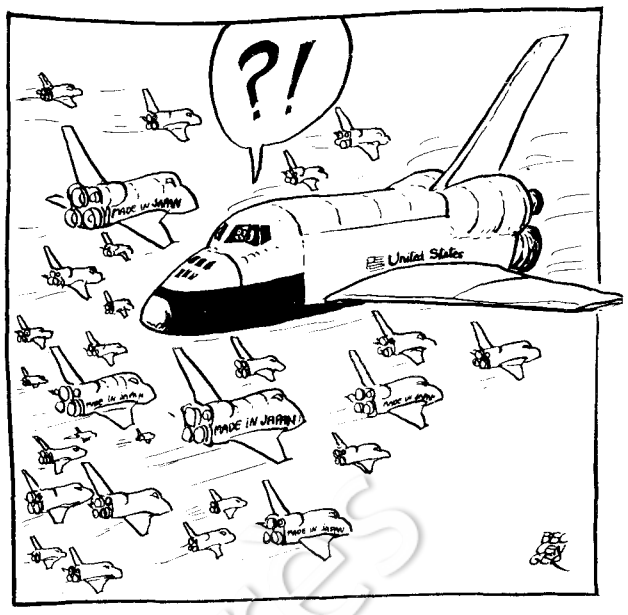
Atlanta: le FBI accuse les familles des victimes

« *CERTAINS des enfants morts à Atlanta ont été tués par leurs parents.* » C'est ce qu'a déclaré un agent du FBI (la sûreté fédérale américaine) pour justifier les déclarations faites lundi dernier par son directeur et selon lesquelles le problème d'Atlanta était « *pratiquement résolu* ». Cette déclaration de Willian Webster avait été publiée dans *Atlanta Constitution* et avait suscité de vives réactions au sein de la population. Le chef du FBI avait toutefois précisé que cela ne concernait que trois ou quatre victimes, et que ces meurtres n'étaient pas liés à ceux des autres enfants.

Lee Brown, le directeur de la sécurité publique de la ville, a répondu à ces affirmations en précisant qu'aucun des auteurs des vingt-trois meurtres n'a été formellement identifié et a poursuivi : « *Nous en savons plus sur certaines personnes, mais nous n'avons pas suffisamment de preuves pour engager les poursuites.* » Quant au maire noir de la ville, Maynard Jackson, il a adressé au chef du FBI une réponse publique, dans laquelle il lui demande de « *considérer l'effet de ses déclarations* » en assurant qu'elles *ébranlent la confiance du public* ».

La violence des réactions s'explique par la rivalité qui oppose la police municipale au FBI. Les autorités fédérales, qui ont été saisies de l'affaire d'Atlanta depuis trois mois seulement et ont envoyé sur place une trentaine d'hommes, sont considérées comme des rivales par les policiers de la ville qui enquêtent sur les meurtres depuis presque deux ans. Dans la polémique qui a suivi les déclarations du chef du FBI, le maire de la ville a déclaré : « *Nous avons besoin d'une aide de Washington, pas de problèmes supplémentaires.* » Après avoir longtemps critiqué les autorités municipales pour leur manque de succès dans la recherche des coupables, la population d'Atlanta se range à nouveau du côté de la municipalité. Sharon Moore, l'animatrice d'une organisation de défense des victimes, a déclaré : « *Si le FBI a des preuves, qu'il arrête les meurtriers, ou sinon, qu'il arrête de faire de telles déclarations.* » Grace Davis, animatrice d'un autre mouvement, précise : « *Même si ce que dit le FBI est vrai, tous les parents n'ont pas tué leurs enfants.* »

Tout cela en tout cas n'est pas fait pour ramener le calme dans la communauté noire de la ville, où depuis le début de cette série d'attentats les bruits les plus divers circulent sur les assassins **Pierre POIX**



La navette relance la guerre de l'espace

LA première inspection de la navette *Columbia* après son retour de l'espace montre que l'engin est dans un état exceptionnel : en dehors des quelques tuiles qui se sont décollées pendant le lancement, le bouclier thermique a parfaitement rempli son office, et les tuiles ont si peu souffert de leur épreuve du feu lors du retour dans l'atmosphère que leurs numéros de série sont encore lisibles. Cependant, Deke Slayton, le directeur de vol du programme, a précisé que certaines tuiles avaient subi des « *dommages mineurs au décollage et à l'atterrissage* ».

Tout cela ne semble pas trop grave, et *Columbia* se prépare déjà à réintégrer Cap Canaveral sur le dos d'un Boeing-747. La Nasa a indiqué d'autre part que ce n'est plus quatre, mais six navettes semblables à *Columbia* qui sont mises en chantier. Chacune de ces navettes pourra effectuer au moins une centaine de voyages dans l'espace. Dans quelques années, elles assureront une quarantaine de voyages par an, et la banlieue de la Terre s'étendra jusqu'à quelques centaines de kilomètres d'altitude.

Avec le succès de la navette spatiale, les Américains prennent une grande avance technologique, mais aussi un net avantage économique, sur leurs concurrents. Les Japonais travaillent sur un projet de mini-navette (elle ne pèsera que 10 tonnes contre 70 pour *Columbia*) pour 1995, et les Européens préparent eux aussi un projet de véhicule réutilisable nommé *Hermès* pour le début des années 90. Pour l'instant, la rivalité est grande entre la navette qui peut placer 30 tonnes sur une orbite à 200 kilomètres d'altitude et la fusée européenne *Ariane*, qui ne peut satelliser que 6,5 t. Mais les satellites commerciaux doivent être placés sur des orbites beaucoup plus éloignées — de l'ordre de 36 000 kilomètres —, et, pour cette altitude, la navette n'a qu'une capacité double de celle d'*Ariane*. Yves Sillard, le directeur général du CNES (Centre national d'études spatiales) estime que la bataille se déroulera en deux phases : la période promotionnelle jusqu'en 1985 — au cours de laquelle les Américains seront deux fois moins chers que les Européens — et la période après 1985, quand la Nasa sera obligée de facturer la navette aux coûts réels, ce qui la mettra à peu près au même niveau que la fusée *Ariane*.

Pierre POIX

Journée d'El Salvador, à Paris, vendredi

ANIMÉ par Danièle Mitterrand, le comité Solidarité-Salvador organise, vendredi, dans la ville de Pau, une série de manifestations en faveur des innombrables victimes de la junte civile et militaire qui gouverne dans la terreur la République d'El Salvador.

Dans le cadre de la campagne présidentielle de François Mitterrand, Solidarité-Salvador entend montrer de manière éclatante le soutien du PS au Front démocratique révolutionnaire, qui rassemble la totalité des forces de l'opposition salvadorienne. Affiches, témoignages, films, documents seront présentés ou distribués à l'occasion de cette soirée.

Comme pour l'Ouganda ou le Nicaragua, Solidarité-Salvador tentera de mettre sur pied une aide humanitaire en faveur de la population et des dizaines de milliers de réfugiés salvadoriens en Amérique centrale.

Brejnev appelle l'Occident au dialogue

LE président Leonid Brejnev a appelé, mercredi, les pays occidentaux au « dialogue » et à la « négociation » pour résoudre les problèmes internationaux litigieux.

« *Il n'y a pas d'autre voie que celle de la négociation pour résoudre les problèmes internationaux, garantir la paix et consolider le principe de la coexistence pacifique dans les rapports entre les Etats* », a déclaré le chef de l'Etat et du parti soviétique dans un message adressé à la Conférence des associations soviétiques d'amitié avec l'étranger, qui se tient actuellement à Moscou.

Le président Brejnev a estimé que les propositions qu'il a avancées lors du XVI[e] congrès du PC soviétique peuvent servir de « *base à un dialogue avec ceux qui souhaitent sincèrement arrêter le glissement de l'humanité vers la guerre* ».

Giscard s'effondre... dans les sondages

Mitterrand obtiendrait 54 % des voix au second tour, selon Indice-Opinion

AUCUN sondage ne sera publié pendant la semaine précédant le premier tour. Cela nous vaut une dernière livraison massive, qui fournit un renseignement identique : le candidat finissant n'a jamais autant mérité son nom.

Le sondage public SA-*Paris-Match* (réalisé du 6 au 10 avril auprès d'un échantillon national de 5 000 Français en âge de voter) fait apparaître un recul de 2,5 points en une semaine pour Valéry Giscard d'Estaing, qui ne recueille plus que 27 % des intentions de vote au premier tour. Le recul est encore plus sensible au second tour puisque Giscard d'Estaing ne l'emporte plus que d'un point devant François Mitterrand, alors qu'il comptait quatre points d'avance la semaine passée.

Le sondage Indice Opinion-*le Quotidien* est encore plus catégorique. Réalisé auprès de 2 046 personnes du 8 au 13 avril, il donne François Mitterrand en tête au premier tour avec 26 % des intentions de vote, Giscard n'en obtenant plus que 24,5 %, Chirac 20,5 % et Marchais 17,5 %. Au second tour, François Mitterrand l'emporterait avec 54 % des suffrages, contre 46 % au président sortant. Ce score serait le même si le candidat socialiste était opposé à Jacques Chirac.

Enfin, bien qu'il soit difficilement comparable aux précédents, un sondage Louis Harris-*Le Matin*, réalisé auprès de 805 Parisiens du 9 au 13 avril, confirme la poussée de la gauche, même si la droite est toujours majoritaire sur la capitale. François Mitterrand obtiendrait en effet 47 % des intentions de vote au second tour, alors qu'il n'avait obtenu que 43,1 % des voix en 1974.

BREF

• **Cambriolage au Front de Seine :** près d'un millions de butin. Deux hommes armés d'un fusil ont cambriolé durant la nuit de mercredi à jeudi le centre commercial, 11, avenue du Front-de-Seine, à Paris XV[e].

Les cambrioleurs se sont introduits dans une maroquinerie, *le Petit Soleil*. Sous la menace de leur armes, ils ont neutralisé le surveillant maître-chien, se sont emparés de sacs, de montres et de briquets, pour une valeur de près d'un million de francs.

• **André Bergeron** estime, au sujet de la « *contestation* » au sein de la CGT, que « *la suite démontrera sans doute qu'il s'agit d'une tempête dans un verre d'eau. Le comportement permanent des dirigeants de la CGT apporte la preuve que les appels répétés à l'unité demeurent du domaine de la grande illusion* ».

• **Usinor**, numéro un de la sidérurgie en France, a enregistré en 1980 une perte nette de 1,23 milliard de francs contre 933 millions en 1979. Lundi dernier, Sacilor avait annoncé des pertes proches de 2 milliards (*Combat socialiste* du 15 avril).

Grève dans les transports

De nombreux arrêts de travail devraient perturber jusqu'au 5 juin les transports urbains à Paris et en province. A l'appel de la fédération CGT des transports, qui entend ainsi « *défendre le service public* » et « *lutter contre les atteintes aux libertés syndicales* », le personnel mènera diverses actions, en commençant par la région Provence-Côte d'Azur.

550 000 livres pour une tapisserie

Une tapisserie médiévale suisse vient d'être adjugée au prix record de 550 000 livres — soit près de 6 millions de francs — chez Sotheby's, à Londres. Cette tapisserie, qui se présente en deux sections d'environ 1,25 mètre sur 2,5 mètres chacune, a été exécutée entre 1468 et 1476.

Tentative de suicide de Jean-Jacques Maurice

« *TÔT ce matin, j'ai été avertie par Me Alain Baumier, défenseur avec Me Henri Leclerc de mon fils Jean-Jacques Maurice,* a déclaré mercredi à l'AFP Mme Jacqueline Pruvot, *que ce dernier a tenté, dans une cellule du QHS de Fleury-Mérogis, de mettre fin à ses jours.*

» *Depuis vingt-sept jours qu'il est incarcéré, et qu'il ne fait de doute pour personne qu'il se trouve dans un profond état dépressif,* a poursuivi Mme Pruvot, *le magistrat instructeur chargé de l'affaire, refuse de me délivrer le permis de visite. Je me suis pourtant engagée, par écrit sur mon honneur, à ne communiquer aucun renseignements de l'un à l'autre de mes fils. De plus, toutes les visites se déroulent en présence de gardiens à proximité.*